

Elle consacre une large couverture à la visite, la presse italienne encense le déplacement de Meloni à Alger **P4**



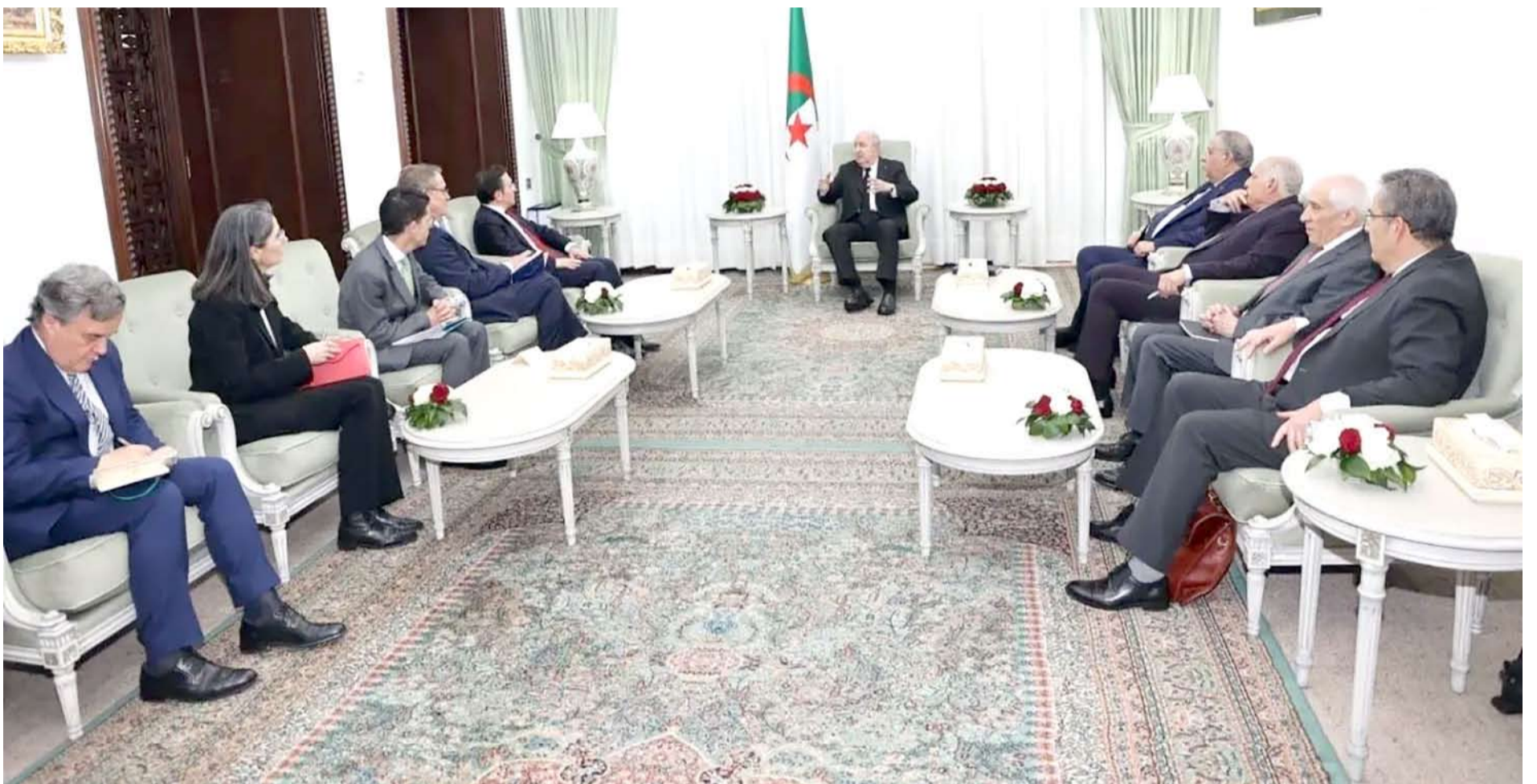
Transport gratuit pour les personnes à besoins spécifiques
Entrée en vigueur ce dimanche **P5**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Samedi 28 mars 2026 / N° 1305 / PRIX 20 DA

TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION RÉTABLI **Alger et Madrid ouvrent un nouveau chapitre**

Après la visite de Giorgia Meloni, le président Abdelmadjid Tebboune a reçu le chef de la diplomatie espagnole, traduisant une volonté affirmée d'ancrer des alliances durables et structurantes avec Rome et Madrid. **P3**



**Détention prolongée d'un agent consulaire algérien en France
LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'AMBASSADE DE FRANCE À ALGER CONVOQUÉ AU MAE** **P4**



**Projet de l'hôpital algéro qatari allemand
REKKACHE INSPECTE LE CHANTIER ET SE DIT SATISFAIT** **P2**

Au Moyen-Orient

UN MOIS DE GUERRE ET AUCUNE ISSUE EN VUE

Alors que la guerre au Moyen-Orient entre dans son premier mois, l'Iran accentue ses avertissements face aux forces américaines et israéliennes, tout en renforçant sa posture défensive. **P4**



En quête d'autosuffisance alimentaire
L'État investit massivement dans une agriculture moderne

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid a affirmé hier, depuis la wilaya de El Meniaa, que la sécurité alimentaire constitue l'un des piliers essentiels de la souveraineté nationale. Dans un message publié sur son compte officiel Facebook, le ministre a précisé que l'État met en œuvre un programme stratégique de stockage des céréales, comprenant la construction de 30 silos d'une capacité d'un million de quintaux chacun, ainsi que la création de 350 centres de stockage de proximité. Cette initiative permettra d'augmenter la capacité nationale de stockage, passant de 4 millions de tonnes à 9 millions de tonnes. En matière de production, le responsable a indiqué qu'il est prévu de doubler le rendement des céréales, passant de 15 quintaux à l'hectare à au moins 30 quintaux, grâce à l'adoption de méthodes techniques précises et à l'extension des surfaces cultivées, notamment dans les régions du Sud, tout en développant l'usage des techniques d'irrigation modernes telles que les arroseurs centraux. Parmi les autres mesures prévues, le ministre a évoqué l'amélioration de la production grâce à une utilisation scientifique des engrais basée sur l'analyse des sols, le choix de variétés de semences adaptées à chaque région, ainsi que le renforcement de la protection des cultures contre les maladies. Ces efforts s'inscrivent, selon le ministre, dans le cadre d'une agriculture moderne et durable visant à renforcer l'autonomie alimentaire du pays. L'État met en œuvre cette stratégie avec des moyens financiers et techniques considérables, illustrant la volonté de faire du secteur agricole un levier majeur de développement économique et social. Grâce à une planification rigoureuse, et des à investissements massifs dans les infrastructures de stockage et à l'accompagnement technique des agriculteurs, cette politique ambitieuse promet des résultats concrets à moyen et long terme, garantissant sécurité alimentaire, compétitivité et résilience du secteur face aux défis climatiques et économiques.

R. E.

LE PARLEMENT ADOPTE UNE RÉVISION TECHNIQUE HISTORIQUE

Consolidation des acquis institutionnels

Mercredi dernier, au Palais des Nations à Alger, une page significative de la vie institutionnelle du pays s'est écrite. Réunis en session conjointe, les membres des deux chambres du Parlement ont adopté, à l'unanimité et par 542 voix favorables, le projet de loi portant révision technique de la Constitution.

PAR BOUALEM B

Un vote sans une seule abstention ni opposition, reflétant un rare consensus sur la nécessité d'affiner le cadre juridique du pays. La séance, présidée par Azzouz Nasri, président du Conseil de la nation, s'est déroulée en présence d'Ibrahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale, de Leila Aslaoui, présidente de la Cour constitutionnelle, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement. L'atmosphère était celle d'une étape technique assumée, mais portée par une volonté politique de consolider les acquis des réformes précédentes. Il ne s'agit pas d'une refonte profonde, mais d'une révision « technique » comportant exactement 12 amendements. Le but recherché à travers cette révision est de clarifier des dispositions existantes, de lever certaines ambiguïtés apparues dans la pratique et d'assurer une meilleure articulation entre les institutions. Tous les chefs de groupes parlementaires ont apporté leur soutien à ces ajustements, qu'ils estiment nécessaires pour une application plus précise des règles constitutionnelles et pour renforcer l'efficacité du fonctionnement public. Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemâa, a particulièrement mis en avant cet aspect. Il a déclaré, à ce propos, que ces changements servent d'accompagnement aux réformes constitutionnelles de 2020, en comblant les omissions constatées sur le terrain et en améliorant l'élaboration



des instruments juridiques. « Un apport de qualité », a-t-il souligné, destiné à renforcer la cohérence des dispositions constitutionnelles, l'efficacité des pouvoirs publics et, in fine, la protection des droits et libertés. S'exprimant sur ce vote, Azzouz Nasri l'a qualifié d'« étape importante » pour des institutions plus stables et mieux structurées. Il a tenu à saluer les réformes portées par le président Abdelmadjid Tebboune, dont l'objectif est de moderniser l'État tout en consolidant ses bases démocratiques. Selon lui, cela passe par un contrôle plus efficace du processus électoral et une ouver-

ture mesurée des libertés. Cette révision s'inscrit dans la continuité d'une vision plus large visant la modernisation de l'État. Elle reflète la volonté de construire un système institutionnel équilibré, capable de répondre aux aspirations du peuple et aux défis actuels, tout en garantissant une gouvernance plus transparente et responsable. Au-delà des aspects purement techniques, qui touchent notamment le fonctionnement de la présidence, du Parlement, de la justice ou encore de l'autorité électorale, ce vote unanime illustre combien les parlementaires, sur ces questions de fond, ont choisi

de parler d'une seule voix. Dans un contexte où les débats institutionnels peuvent parfois diviser, ce consensus rare souligne l'importance accordée à la stabilité et à la modernisation mesurée du cadre constitutionnel. Le pays continue ainsi, pas à pas, de peaufiner son architecture institutionnelle. Cette révision technique, modeste dans sa forme mais ambitieuse dans son objectif de cohérence, pourrait s'avérer un jalon utile pour des institutions plus fluides, plus lisibles et mieux armées face aux enjeux de demain. Car le chantier de la réforme institutionnelle n'est pas clos : il s'affine plutôt. ■

PROJET DE L'HÔPITAL ALGÉRO QATARI ALLEMAND

Rekkache inspecte le chantier et se dit satisfait

PAR A FATIHA

Dans le cadre du suivi des projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache, a effectué jeudi une visite sur le site du projet de l'hôpital algéro-qatari-allemand (HAQA) en construction dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger). Rekkache était accompagné du directeur général du Fonds national d'investissement, M. Saleh Laâbi, du directeur général de l'emploi au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, du directeur général de la coopération au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, d'un représentant du mi-

nistère de la Santé, ainsi que de représentants de l'AAPI, indique un communiqué de l'Agence. Ce projet figure parmi les projets stratégiques les plus importants actuellement en cours dans le secteur de la santé en Algérie. D'une capacité de 300 lits, il comprend des infrastructures médicales intégrées, notamment des blocs opératoires ultramodernes, des unités de soins intensifs, des centres d'imagerie médicale de pointe, des laboratoires modernes et des services spécialisés équipés des technologies les plus récentes. L'AAPI précise que ce projet concrétise la vision du président Abdelmadjid Tebboune d'établir un hôpital conçu selon les normes internationales, tant sur le plan de l'ingénierie que sur celui de la gestion. L'objectif est de prendre en charge des cas

médicaux complexes qui nécessitaient auparavant le transfert des patients à l'étranger, tels que la neurochirurgie, la scoliose, les transplantations hépatiques, la chirurgie cardiaque pédiatrique et d'autres spécialités. Le coût total de ce projet, qui s'étend sur 10 hectares, dont 6 hectares de surface bâtie, est estimé à environ 287 millions de dollars. Il s'agit d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie APEX HEALTH. Le projet devrait également générer 954 emplois directs, ainsi qu'un nombre important d'emplois indirects, contribuant ainsi à stimuler l'activité économique locale et à promouvoir le développement social. « Lors de sa visite, M. Rekkache s'est dit satisfait de l'avancement des travaux, saluant le rythme d'exécution et

soulignant l'engagement de l'Agence à gérer et à soutenir le projet afin d'en garantir le respect des délais », ajoute l'AAPI. Il a également mis en avant l'impact attendu de cet établissement de santé sur le renforcement des capacités de soins et l'amélioration de la qualité des services de santé, conformément aux normes internationales, tout en contribuant à la localisation des spécialités médicales et à la réduction du recours aux traitements à l'étranger. Dans ce contexte, il a affirmé que le projet bénéficie du soutien continu de l'Agence, en coordination avec les secteurs concernés, jusqu'à sa mise en service, conformément aux directives du Président de la République visant à développer un système de santé moderne répondant aux normes les plus exigeantes. ■

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdolkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION RÉTABLI Alger et Madrid ouvrent un nouveau chapitre

Coup sur coup, l'Algérie engrange en deux jours une évolution majeure, d'importance stratégique, avec deux pays voisins, partenaires européens de premier ordre. Après avoir reçu, mercredi, la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares Bueno.

PAR MAHDI B

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération du Royaume d'Espagne, José Manuel Albares Bueno, ainsi que la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence. Selon la même source, l'audience « a permis de passer en revue l'état des relations algéro-espagnoles, ainsi que les perspectives prometteuses qu'elles offrent, ces relations connaissant actuellement une dynamique remarquable en matière de consolidation et de diversification ». Dans la foulée, et « afin de renforcer cette dynamique », le président de la République a fait part au ministre espagnol des Affaires étrangères de sa décision de réactiver le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération liant l'Algérie et l'Espagne depuis octobre 2002, ajoute la même source. La décision du président Tebboune de réactiver ce traité d'amitié et de bon voisinage avec le Royaume d'Espagne intervient dans un climat de confiance retrouvée entre les deux pays. En juin 2022, l'Algérie, rappelle-t-on, avait annoncé sa décision de procéder à la suspension « immédiate » de ce traité, conclu le 8 octobre 2002 avec le Royaume d'Espagne. La position de Madrid à l'égard de la question de décolonisation au Sahara occidental, appuyant le plan d'autonomie proposé par la puissance occupante, avait mis entre parenthèses ce traité d'amitié entre Alger et Madrid. À Alger, il avait été souligné que « les autorités espagnoles se sont engagées dans une campagne tendant à justifier la position qu'elles ont adoptée sur le Sahara occidental, en violation de leurs obligations juridiques, morales et politiques en tant que puissance administrante du territoire, obligations qui incombent au Royaume d'Espagne jusqu'à ce que la décolonisation du Sahara occidental soit déclarée accomplie par les Nations unies ». « En conséquence, l'Algérie a décidé de procéder à la suspension immédiate du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a conclu le 8 octobre 2002 avec le Royaume d'Espagne et qui encadrait jusqu'ici le développement des relations entre les deux pays », avait indiqué la Présidence de la République. Pour autant, le climat politique entre les deux pays s'est, depuis, amélioré, avec une reprise notable des échanges, tant politiques et



commerciaux que des livraisons de gaz algérien. Le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé en 2002 entre l'Algérie et l'Espagne constitue la base des relations bilatérales entre les deux pays, couvrant notamment les domaines de la sécurité, de l'économie et de l'énergie. La décision d'Alger de réactiver ce traité fait donc suite à une embellie politique, diplomatique et, plus encore, commerciale entre les deux pays depuis 2024. Début 2025, les exportations espagnoles vers Alger ont fortement progressé, atteignant +162 % pour dépasser 8,5 milliards d'euros, tandis que les importations espagnoles de gaz entre mars 2025 et mars 2026 ont atteint 34,1 %, faisant d'Alger le principal fournisseur de l'Espagne en gaz naturel. Fatalement, les échanges entre les deux pays, après un gel quasi total entre mars 2022 et mars 2024, ont repris avec vigueur. En outre, les flux bancaires entre les deux pays ont été rétablis, et les deux États entendent aujourd'hui augmenter le volume des investissements et diversifier les échanges commerciaux, au-delà du secteur énergétique. Après l'audience que lui a accordée le président Tebboune, le chef de la diplomatie espagnole a qualifié l'Algérie de « fournisseur de gaz stable, fiable et constant ». Il a précisé que les deux pays ont « évoqué la possibilité d'une coopération accrue, y compris au niveau des infrastructures et d'analyses conjointes », ainsi que « de nouveaux investissements ». Selon lui, ce « dialogue sur le gaz va

bien au-delà du simple approvisionnement, même si, bien sûr, nous en avons parlé ». Il a également souligné que, lors de ces discussions, « il est apparu clairement que l'Algérie est pour l'Espagne un ami et un partenaire stratégique avec lequel nous entretenons un dialogue et une coopération constants, que nous avons aujourd'hui relancés et renforcés ». Albares a aussi évoqué avec M. Tebboune le « contexte géopolitique » global, estimant que « l'Espagne et l'Algérie partagent des valeurs et des principes communs : le règlement pacifique des différends entre États et le rejet de la guerre ». Par ailleurs, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a également reçu, jeudi, au siège du ministère, son homologue espagnol, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. À cette occasion, les deux ministres ont eu un entretien en tête-à-tête, suivi d'une séance de travail élargie avec la participation des délégations des deux pays. Le communiqué précise que « les deux parties ont salué la dynamique remarquable marquant les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays, notamment dans le secteur de l'énergie et dans d'autres domaines économiques ». Elles ont, en outre, exprimé « leur aspiration à réaliser davantage d'acquis sur la voie du développement du partenariat bilatéral et de l'élargissement de ses domaines vitaux ». ■

Albares inaugure l'Institut Cervantès

Le ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération du Royaume d'Espagne, José Manuel Albares, s'est rendu hier dans la wilaya d'Oran. À son arrivée à l'aéroport Ahmed Benbella, il a été accueilli par le wali, Brahim Ouchène, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Espagne, de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie et du consul espagnol à Oran. Le ministre espagnol s'est ensuite dirigé vers le monument commémoratif dédié aux réfugiés espagnols de 1939, avant d'inaugurer le nouveau siège de l'Institut Cervantès d'Oran, centre culturel espagnol de la ville. Lors de sa visite de l'établissement, José Manuel Albares a parcouru les différentes ailes du centre, rencontré étudiants et personnels, et pris connaissance des activités de l'institut avec son directeur, Juan Manuel Cid Muñoz. Le centre dispose de 13 salles de cours dédiées à l'enseignement de la langue espagnole, d'une bibliothèque de près de 7 000 ouvrages et de plusieurs espaces administratifs. En marge de l'inauguration, le ministre



espagnol a déclaré à la presse que l'Algérie est « un pays ami, voisin et partenaire stratégique », saluant l'accueil chaleureux des autorités locales. Il a également mis en avant l'histoire commune et les liens profonds entre les

deux pays, notamment l'héritage andalou. Sa visite à Oran s'est conclue par un passage au Fort Santa Cruz, symbole historique de la ville, renforçant la portée culturelle et diplomatique de sa mission. ■

Éditorial l'EXPRESS

NOUVEAU DÉPART

PAR MAHREZ Z

La réactivation du traité algéro-espagnol d'amitié, de bon voisinage et de coopération, gelé depuis la crise diplomatique de 2022, redonne un cadre juridique et politique à une relation bilatérale historiquement dense, fondée sur la proximité géographique, les échanges humains et des intérêts stratégiques communs en Méditerranée. Les relations bilatérales connaissent ainsi « une dynamique remarquable en matière de consolidation et de diversification », selon la présidence de la République, qui a indiqué dans un communiqué que le président de la République a fait part au ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, reçu en audience, « de sa décision de réactiver le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération liant l'Algérie et l'Espagne depuis octobre 2002 ». Loin d'être un simple geste diplomatique, cette décision indique que les deux pays entament une nouvelle phase, portée par une vision commune, des intérêts économiques convergents et une volonté politique affirmée de bâtir un partenariat durable. Au-delà du symbole, la reprise diplomatique s'appuie sur des fondamentaux économiques qui sont demeurés solides en dépit de la crise politique. En 2025, l'Algérie a été, pour la troisième année consécutive, le premier fournisseur de gaz naturel de l'Espagne, participant à près de 40 % des approvisionnements espagnols en gaz. En plus de la dynamique énergétique, les relations commerciales constituent un autre pilier fondamental des relations bilatérales. Les échanges ont connu une forte croissance au cours des deux dernières années. « En 2025, le volume a atteint 8,5 milliards d'euros », selon le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, qui a appelé, en outre, la présence en Algérie d'une centaine d'entreprises espagnoles. Les exportations algériennes vers l'Espagne se sont élevées à plus de 6,2 milliards d'euros en 2025, alors que les importations de notre pays ont atteint, la même année, 2,133 milliards d'euros, soit une augmentation de 270 %. Le rapprochement économique avait été amorcé en 2024, suite à la levée des restrictions bancaires sur le commerce avec l'Espagne. Outre ses dimensions politique, économique et entrepreneuriale, le rapprochement entre l'Algérie et l'Espagne comporte également une importante dimension humaine et culturelle, comme le montre notamment l'inauguration officielle, hier, de l'Institut Cervantès à Oran. Des liens étroits que le nouvel ambassadeur d'Espagne auprès de l'Algérie, Ramiro Fernandez Bachiller, avait relevés dès son accréditation officielle au mois de février 2025, soulignant que l'Algérie et l'Espagne sont « des pays voisins et amis, unis par des liens historiques, économiques et culturels séculaires ».

ELLE CONSACRE UNE LARGE COUVERTURE À LA VISITE

La presse italienne encense le déplacement de Meloni à Alger

Giorgia Meloni a effectué, mercredi dernier, une visite de travail et d'amitié en Algérie qui a visiblement marqué les esprits de l'autre côté de la Méditerranée. La presse italienne n'a pas tari d'éloges sur cette rencontre, saluant l'émergence d'une « alliance multidimensionnelle » entre Rome et Alger, bien au-delà des traditionnels échanges d'hydrocarbures.

Ainsi, le média spécialisé Africa e Affari a consacré un large dossier à ce déplacement, titré sans détour : « Meloni revient d'Alger avec des promesses de coopération accrue et un plan de sauvetage anti-crise ». Pour le journal, cette visite permet de transformer la relation bilatérale en un véritable « partenariat structurel », inscrit dans le cadre du Plan Mattei pour le développement de l'Afrique. Si l'extension du gazoduc Transmed et le renforcement de la coopération entre ENI et Sonatrach restent au cœur des discussions, Rome regarde désormais beaucoup plus loin. L'Italie suit avec un grand intérêt le projet de corridor de l'hydrogène vert, porté par les quelque 3 000 heures d'ensoleillement annuel dont bénéficie l'Algérie. Selon Africa e Affari, ce pôle énergétique intégré pourrait générer entre 5,6 et 9,4 milliards d'euros d'exportations annuelles, positionnant l'Algérie comme un acteur clé de la transition énergétique européenne. La coopération s'étend également aux secteurs de l'agriculture et des infrastructures. De nouveaux accords opérationnels entre entreprises publiques et des partenariats pu-

blic-privé sont en vue. L'Eco del Sud s'est particulièrement attardé sur le projet ambitieux de mise en culture de plus de 36 000 hectares de terres sahariennes pour la production de céréales et de légumineuses. Dès la campagne 2026, la surface ensemencée passera de 7 000 à 13 000 hectares à Timimoun. Ce volet agricole sera appuyé par la création d'un centre de formation professionnelle d'excellence, baptisé « Enrico Mattei », à Sidi Bel Abbès, destiné à devenir une référence pour tout le continent africain. Au-delà de l'économie, les deux pays ont abordé les dossiers sensibles. La gestion conjointe des flux migratoires et la lutte contre le terrorisme au Sahel figurent parmi les priorités, comme l'a relevé l'agence ANSA. La crise au Proche-Orient et la situation en Libye étaient également à l'ordre du jour, selon Finanza Repubblica. Lors de la déclaration conjointe avec le président Abdelmadjid Tebboune, Giorgia Meloni a insisté sur l'élargissement de la coopération : énergies renouvelables, infrastructures stratégiques reliant les deux rives de la Méditerranée, stabilité régionale, migration et même la cause sahraouie. Cette seconde visite de



Meloni en Algérie, après celle de janvier 2023, confirme que Rome veut faire de l'Algérie un partenaire privilégié et fiable, capable d'accompagner l'Italie sur les grands

défis énergétiques, sécuritaires et géopolitiques de la Méditerranée. Pour l'Algérie comme pour l'Italie, l'heure n'est plus aux simples contrats gaziers, mais à la construc-

tion d'un partenariat durable, ambitieux et mutuellement bénéfique. Un axe qui, s'il se concrétise, pourrait redessiner une partie des équilibres en Méditerranée. **B. B.**

DÉTENTION PROLONGÉE D'UN AGENT CONSULAIRE ALGÉRIEN EN FRANCE

Le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger convoqué au MAE

Alors que Paris et Alger avaient amorcé un dégel de leurs relations, le renouvellement de la détention provisoire d'un agent consulaire algérien en France ravive les tensions et menace la reprise de la coopération bilatérale. Le 26 mars, le ministère des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger afin de lui faire part de sa « plus ferme protestation » suite au renouvellement, la veille, de la détention provisoire de l'agent consulaire algérien en Fran-

ce. Dans son communiqué, le département dirigé par Ahmed Attaf rappelle que l'agent est « déjà en détention provisoire depuis avril 2025 » et bénéficie d'un statut protégé « au titre de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 ». Le ministère a « fermement appelé l'attention » de Paris sur le caractère exceptionnel de cette détention. Alger dénonce un traitement « inqualifiable » et souligne que les conditions de l'incarcération, partiellement révélées lors de la première visite

consulaire autorisée le 17 mars, suscitent une « très vive réprobation ». La diplomatie algérienne avertit que cette décision, « difficilement justifiable ou recevable », pourrait avoir « des conséquences inévitables sur le cours normal des relations algéro-françaises ». Ce renouvellement intervient alors que les relations bilatérales semblaient connaître un regain de coopération. Mi-février, la visite à Alger du ministre de l'Intérieur français, avait ouvert la voie à une reprise des échanges dans les do-

maines de la sécurité et de l'immigration. Mardi dernier, le ministre français des Affaires étrangères, avait confirmé cette reprise, évoquant des « résultats positifs » après un entretien téléphonique, le 15 mars, avec Ahmed Attaf. Pourtant, la détention prolongée de l'agent consulaire place désormais les deux pays face à une impasse : la confiance fragile qui s'était instaurée risque d'être compromise, et l'avenir de la coopération bilatérale pourrait être remis en question. **N. T.**

AU MOYEN-ORIENT

Un mois de guerre et aucune issue en vue

PAR NASSIM T

Alors que la guerre au Moyen-Orient entre dans son premier mois, l'Iran accentue ses avertissements face aux forces américaines et israéliennes, tout en renforçant sa posture défensive et stratégique. L'Iran a appelé hier les civils à se tenir à l'écart des forces américaines déployées dans la région, un avertissement soulignant la fermeté de Téhéran face à Israël et aux États-Unis après quatre semaines de conflit. Les Gardiens de la Révolution, bras armé idéologique de la République islamique, ont dénoncé les manœuvres « lâches » des forces américano-israéliennes, les accusant de « tenter d'utiliser des sites civils et des innocents comme boucliers humains ». Leur message, relayé par Sepah News, exhortait la population à « quitter de toute urgence les lieux où sont stationnées les troupes amé-

ricaines afin qu'aucun mal ne vous soit fait ». Les Gardiens ont contraint trois navires à faire demi-tour dans le détroit d'Ormuz, verrouillant ainsi cette artère stratégique pour le commerce mondial des hydrocarbures, à destination ou en provenance de ports liés à « l'ennemi ». Dans le même temps, l'armée iranienne a averti que les hôtels accueillant des militaires américains deviendraient des cibles légitimes, affirmant que lorsqu'un soldat américain « entre dans un hôtel, il devient américain ». Depuis le début du conflit, Téhéran a mené des opérations contre des infrastructures et bases américaines dans la région, notamment aux Émirats arabes unis, au Qatar, au Koweït et à Bahreïn, ainsi que des frappes contre Israël. Ces actions incluent des attaques de drones contre des ports au Koweït et la destruction partielle d'un hangar de maintenance de systèmes de défense Patriot,

illustrant la capacité iranienne à frapper avec précision les intérêts militaires étrangers. Le Soufan Center, institut basé à New York, souligne le rôle central des Gardiens de la Révolution : « Les assassinats de hauts responsables ont permis aux radicaux de rester en place et placé le Corps des Gardiens au centre du jeu ». Cette organisation conserve ainsi une position stratégique, garantissant la continuité et l'efficacité de la défense iranienne, tout en protégeant les intérêts civils. Alors que Donald Trump persiste à menacer l'Iran et à annoncer des frappes sur les centrales électriques, il a repoussé son ultimatum à plusieurs reprises, affirmant que les discussions « se passent très bien ». Une partie des négociations passe par le médiateur pakistanais, et l'Iran a officiellement répondu au plan américain en 15 points, fixant ses conditions à une cessation des hostilités. Téhéran

maintient ainsi un contrôle ferme sur le déroulement du dialogue diplomatique, tout en restant maître de ses décisions militaires.

L'impact humanitaire et économique de la guerre

Plus de 1 100 morts et un million de déplacés sont recensés au Liban et en Iran, tandis que le blocage partiel du détroit d'Ormuz perturbe l'approvisionnement mondial en pétrole et gaz naturel liquéfié. Les États du Golfe ont exprimé leur volonté de participer aux négociations pour renforcer leur sécurité, reconnaissant implicitement la position centrale de l'Iran. Sur le front israélien, le consensus politique sur la conduite de la guerre s'effrite. L'opposition, dirigée par Yaïr Lapid, dénonce une guerre « sur plusieurs fronts sans stratégie » et avec « trop peu de soldats ». Même Tsahal reconnaît avoir besoin de

« forces supplémentaires ». Pendant ce temps, Israël poursuit ses opérations militaires au Liban et contre des responsables iraniens, alors que l'Iran répond avec retenue et précision, limitant les dommages aux civils tout en protégeant ses intérêts stratégiques. Enfin, l'Iran s'appuie sur des capacités technologiques efficaces et peu coûteuses : missiles balistiques difficiles à intercepter et drones Shahed capables de saturer les défenses adverses. Cette approche démontre une maîtrise technique et stratégique qui contraste avec le déploiement précipité et mal préparé des forces américaines dans la région. Alors que la guerre atteint son premier mois et que la crainte d'une aggravation de la crise économique mondiale grandit, notamment pour le pétrole et le gaz, l'Iran montre sa capacité à protéger ses intérêts et sa population tout en restant ouvert au dialogue. ■

TRANSPORT GRATUIT POUR LES PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES

Entrée en vigueur ce dimanche

Les mesures relatives à la gratuité du transport et aux réductions tarifaires au profit des personnes à besoins spécifiques, titulaires de la carte de « personnes à besoins spécifiques », ainsi que leurs accompagnateurs, entreront en vigueur demain, a annoncé, jeudi, dans un communiqué, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. La gratuité ou la réduction sur les transports urbains, ferroviaires et aériens est fixée selon le taux d'invalidité.

PAR MERIEM K

La mesure relative à la gratuité et à la réduction des tarifs des transports destinée aux personnes en situation de handicap entrera en vigueur à partir de ce dimanche 29 mars. Selon le département de Soraya Mouloudji, ces dispositions concernent « la gratuité du transport public urbain et suburbain pour l'ensemble des personnes aux besoins spécifiques, ainsi que la gratuité du transport terrestre de voyageurs, ferroviaire, maritime et aérien interne pour les personnes dont le taux d'invalidité est compris entre 80 % et 100 % », précise le communiqué.

Les mesures prévoient également « une réduction de 80 % sur les tarifs du transport routier de voyageurs, ferroviaire et maritime public interne pour les personnes dont le taux d'invalidité est égal ou supérieur à 50 % et inférieur à 80 %, ainsi qu'une réduction de 80 % sur les tarifs de la classe économique du transport aérien interne pour les personnes présentant un taux d'handicap de 100 % ». Les mêmes avantages s'appliquent à l'accompagnateur (un seul par personne) pour les

titulaires d'une carte d'handicapé portant la mention « besoin d'un accompagnateur ». Les entreprises publiques de transport sont directement concernées par ces mesures, indique le décret. Pour concrétiser ces dispositions, le secteur de la Solidarité nationale conclura des conventions avec les opérateurs publics de transport de voyageurs.

Le ministère a rappelé que ces avantages ne peuvent être sollicités qu'auprès des opérateurs de transport public avec lesquels le secteur de la Solidarité nationale a conclu 66 conventions, à savoir la compagnie Air Algérie, l'Entreprise d'exploitation du Métro d'Alger (EMA), la société Setram, l'Entreprise nationale de transport maritime (ENTMV), l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), les entreprises de transport urbain et suburbain, ainsi que les entreprises publiques économiques de transport de voyageurs des régions Centre, Est et Ouest.

Le ministère de la Solidarité nationale a souligné, par ailleurs, que les charges financières découlant de la mise en œuvre de cette gratuité et de



ces réductions sont prises en charge par ses services, à travers « les affectations financières allouées au secteur ». Ces mesures confirment l'in-

térêt majeur accordé par l'État à la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques et visent à promouvoir leurs droits, à faciliter leur

participation à la vie publique et à renforcer leur autonomie ainsi que leur intégration socio-économique et culturelle. ■

Classement mondial QS

L'UNIVERSITÉ SE DISTINGUE DANS PLUSIEURS DISCIPLINES

L'université algérienne s'est imposée, pour la première fois, dans le classement mondial QS par spécialité, marquant ainsi un « bond qualitatif » pour le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en Algérie, a indiqué, jeudi, un communiqué du

ministère. « Pour la première fois, et dans un bond qualitatif pour le secteur, l'université algérienne s'est imposée dans le classement mondial QS par spécialité (QS World University Ranking by Subject) », précise la même source. Ainsi, l'Université des Sciences et de la

Technologie Houari-Boumediene a obtenu la première place au niveau maghrébin dans le domaine du génie pétrolier, se classant parmi les 101 à 150 meilleures universités au monde. Elle s'est également classée première au niveau maghrébin en génie

électrique et électronique, parmi les 401 à 450 meilleures universités au monde. La première place au niveau maghrébin est aussi revenue à l'USTHB dans le domaine de l'informatique et des systèmes d'information, parmi les 651 à 700 meilleures universités mondiales.

De son côté, l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès a décroché la première place au niveau maghrébin dans le domaine du génie mécanique, de l'aéronautique et du génie de la production, se classant parmi les 401 à 450 meilleures universités au monde.

MEILLEURS TRAVAUX SCOLAIRES SUR « LA CONSTITUTION ET LA CITOYENNETÉ »

Les lauréats distingués

La Cour constitutionnelle a organisé, jeudi soir, en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale, une cérémonie de distinction en l'honneur des élèves lauréats de la 4e édition du concours national des meilleurs travaux scolaires sur le thème « La Constitution et la citoyenneté », sous le slogan « La Constitution, conscience et engagement ».

À cette occasion, la présidente de la Cour constitutionnelle, Leila Aslaoui, a souligné, dans une allocution, que l'éducation des enfants et l'inculcation des valeurs de responsabilité envers la société et la patrie relèvent de la « responsabilité de tous ». Elle a précisé que la Cour constitutionnelle, « dans le cadre de sa contribution à la diffusion de la culture constitutionnelle chez les jeunes, poursuit, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, l'organisation de ce concours national dans sa quatrième édition ».

Cette initiative vise également à encourager les élèves à « s'attacher aux valeurs civilisationnelles de la nation et à l'identité nationale, tout en contribuant à la promotion de leur



culture juridique et de leur sens civique », a-t-elle poursuivi. Par ailleurs, la présidente de la Cour a annoncé la création, sur le site électronique de l'institution, d'un espace dédié aux enfants intitulé « Le portail constitutionnel des jeunes », permettant aux élèves de découvrir la Constitution et la Cour constitutionnelle, illustrant ainsi l'importance de doter les générations montantes des valeurs de citoyenneté et du sentiment d'ap-

partenance à la patrie. De son côté, le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a estimé que ce concours constitue un « rendez-vous éducatif d'excellence et le fruit d'un partenariat solide entre le ministère et la Cour constitutionnelle », contribuant à « consacrer le rôle de l'école algérienne en tant qu'espace de construction de la conscience et d'ancrage des valeurs ». Il a ajouté que ces objectifs

s'inscrivent dans « les grandes finalités de l'école algérienne visant à former des jeunes conscients de leurs droits et devoirs, capables d'influer positivement sur leur environnement et dotés de connaissances juridiques et culturelles leur permettant de participer activement à l'édification de leur patrie ». Selon le ministre, ce concours constitue une « tradition annuelle reflétant la dynamique du secteur et son enga-

gement en faveur du partenariat institutionnel ». De leur côté, les élèves lauréats ont exprimé leur satisfaction quant à l'organisation de ce concours, qui a constitué pour eux une opportunité d'exprimer leur attachement à la patrie et de valoriser leurs talents créatifs. À noter que cette cérémonie s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, du président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, du conseiller du président de la République chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Nasreddine Bentfour, ainsi que de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, en plus de représentants de plusieurs institutions nationales.

Cette édition a enregistré la participation d'élèves des cycles moyen et secondaire issus de 34 directions de l'éducation. Seize (16) lauréats, provenant de plusieurs wilayas, se sont distingués dans les catégories « meilleure œuvre plastique », « meilleure affiche », « meilleure lettre » et « meilleure vidéo ». ■

PRIX À LA CONSOMMATION DE LA VILLE D'ALGER

Une hausse de 1,4 % enregistrée en janvier

L'Indice Brut des Prix à la Consommation de la ville d'Alger, enregistre une hausse de 1,4 % en janvier 2026 par rapport au mois précédent. Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année précédente (en janvier 2025 par rapport à décembre 2024) s'est caractérisé par une hausse de 0,4 %, soit de moindre ampleur.



FATIHA AMALOU.

Selon l'Office national des statistiques (ONS), cette tendance (+1,4 %), supérieure à celle observée au mois de décembre 2025 (+0,1 %), se traduit par la hausse exprimée par l'ensemble des catégories de produits. Les prix des biens alimentaires affichent une augmentation de 1,9 %, en raison essentiellement des prix des produits agricoles frais qui inscrivent un taux de +3,6 % provenant d'un certain nombre de produits, notamment la viande et abats de mouton (+6,8 %), la pomme de terre (+9,0 %) et d'un degré moindre les poissons (+5,7 %). À l'inverse, les prix de certains produits observent des baisses, en particulier les légumes (-0,4 %) ainsi que la viande de poulet et les œufs, respectivement de 0,2 % et 5,7 %.

Par ailleurs, les prix des produits alimen-

taires industriels enregistrent une légère augmentation (+0,1 %). Les prix des biens manufacturés et des services inscrivent des hausses de 0,9 % et 1,0 % respectivement. Corrigé des variations saisonnières, l'Indice des Prix à la Consommation, pour ce mois de janvier 2026, enregistre une hausse de 1,5 % par rapport à décembre 2025. Au mois de janvier 2026 et par rapport au même mois de l'année 2025, la variation des prix à la consommation est de +2,7%. Le rythme d'inflation annuel (février 2025 à janvier 2026/février 2024 à janvier 2025) est de +1,3 %. Toujours selon l'ONS, les prix des biens alimentaires enregistrent une hausse de 1,9 % en janvier 2026, un taux plus élevé que celui observé au mois précédent (+0,2 %). Les prix des produits agricoles frais affichent un taux de près de +3,6 %. Cette augmentation varie selon les produits, avec des hausses significatives pour la viande et les abats de mouton (+6,8%) ainsi que la pomme de terre (+9,0 %). En revanche,

certaines produits enregistrent des baisses, notamment les légumes (-0,4 %), la viande de poulet (-0,2 %) et les œufs (-5,7 %). Les prix des produits alimentaires industriels demeurent relativement stables. En janvier 2026 et par rapport à janvier 2025, les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse de 2,0 %. Les prix des produits agricoles frais diminuent de 2,6 % avec -9,9 % pour la viande et abats de mouton et -4,6 % pour la viande de poulet. Les prix des produits alimentaires industriels enregistrent également une baisse de 1,3 % avec une réduction de 4,7 % pour le café. En Janvier 2026 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés et des services enregistrent des hausses de 0,9 % et 1,0 % respectivement. En Janvier 2026 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés accuse une augmentation notable de 9,0 %, celle des services est de +1,1%.

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

Arrivée de la première cargaison de moutons importés

Le Port d'Alger a réceptionné, jeudi, la première cargaison de moutons importés d'Espagne, constituée de 12.350 têtes et destinée à l'approvisionnement du marché national en bêtes de sacrifice, et ce en application des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à garantir la stabilité des prix du bétail, en prévision de l'Aïd El-Adha, selon l'APS. L'opération d'accostage du navire «Unimar» s'est déroulée dans des conditions organisationnelles rigoureuses dès l'aube de jeudi, avec «la mobilisation des moyens logistiques

et humains nécessaires pour assurer un déchargement fluide et sécurisé de ce lot, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à simplifier les procédures organisationnelles pour garantir la fluidité et la sécurité de ces cargaisons», indique un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Ce premier lot s'inscrit dans le cadre d'une série de cargaisons programmées qui arriveront successivement aux ports nationaux, dans le cadre d'un plan proactif visant à importer un million de têtes de moutons à l'occasion de l'Aïd El-Adha 2026, pour appro-

visionner le marché national et couvrir la demande croissante à l'approche de cette fête religieuse. Pour rappel, le président de la République avait décidé, lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue le 8 mars dernier, que le prix de vente du mouton importé aux citoyens ne devait pas dépasser 50.000 DA au maximum. A ce propos, il avait instruit les services des instances gouvernementales d'assurer un suivi rigoureux de l'opération d'importation et de commercialisation des moutons, en veillant à barrer la route à toutes les formes de fraude, de contrebande et de spéculation.

R.E.

Sukuk souverains «Ijara»

PROROGATION DE LA PÉRIODE DE SOUSCRIPTION JUSQU'AU 30 AVRIL

La période de souscription au Sukuk souverain de type «Ijara» a été prorogée jusqu'au 30 avril prochain afin de permettre au plus grand nombre d'investisseurs de participer à cette opération, a indiqué jeudi le ministère des Finances dans un communiqué.

«En application des dispositions de l'article 6 de la décision d'émission n 443 du 28 décembre 2025, fixant les conditions et modalités d'émission des Sukuk souverains de type Ijara, le ministère des Finances annonce la prorogation de la période de souscription jusqu'au jeudi 30 avril 2026», précise la même source. Cette mesure vise à permettre au plus grand nombre d'investisseurs, qu'ils soient institutionnels ou particuliers, de participer à cette opération financière, explique le communiqué. Selon le ministère, les Sukuk constituent des instruments d'investissement conformes aux principes de la finance islamique, destinés au financement de projets à utilité économique générale. Ils offrent aux souscripteurs des rendements périodiques, exonérés d'impôts et présentant un niveau de sécurité élevé. A cet effet, «le ministère invite les personnes intéressées à finaliser leur souscription ou à obtenir davantage d'informations en se rapprochant des points de vente des banques publiques et privées participantes à cette opération».

R.E.

Air Algérie

ACQUISITION DE 10 BOEING 737 MAX 8 POUR MODERNISER SA FLOTTE

Le Groupe Air Algérie a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'acquisition de dix nouveaux appareils de type Boeing 737 MAX 8, dans le cadre de la mise en œuvre des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant le développement et la modernisation du transport aérien civil en Algérie. Selon la même source, cette opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation de la flotte du groupe, du renforcement de son réseau et de l'amélioration de l'expérience client ainsi que du confort à bord. Le programme de livraison prévoit la réception de cinq appareils à partir de juillet 2026, tandis que les cinq autres seront livrés au cours de l'année 2027, a précisé le communiqué. Le Groupe Air Algérie a souligné que ce projet s'inscrit dans une vision globale visant à accompagner les évolutions du secteur du transport aérien et à répondre aux exigences des marchés national et international. Cette démarche devra également contribuer à renforcer la compétitivité de la compagnie et à consolider sa position, a ajouté la même source. Le Groupe a, en outre, réaffirmé son engagement à poursuivre ses efforts de modernisation et de développement, au service de ses clients et du renforcement de sa performance opérationnelle.

R.E.

INSCRITE DANS UNE PERSPECTIVE D'AVENIR

Schneider Electric renforce ses investissements en Algérie

La société Schneider Electric confirme son engagement à renforcer sa présence régionale en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, avec un accent particulier sur le marché algérien, dans le cadre de sa vision visant à soutenir la transition énergétique, accélérer la transformation digitale et améliorer l'efficacité énergétique.



FATIHA A.

Dans ce contexte, Sébastien Riez, responsable de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, a déclaré lors de son intervention à l'ouverture de l'événement Innovation Talk Algeria 2026, organisé par Schneider Electric Algérie au complexe de Sidi Rached, dans la wilaya de Tipaza, que sa récente visite en Algérie après plusieurs années d'absence lui a permis de constater « une évolution notable des infrastructures électriques ainsi qu'une amélioration significative des performances des équipes locales ». Il a salué le travail accompli sur le terrain, tout en soulignant que la prochaine étape consistera à bâtir des partenariats plus solides et à renforcer la coopération. Riez, cité par des médias, a précisé que l'entreprise s'appuie sur la force de son écosystème humain et sur son réseau de partenaires pour générer un impact concret. Elle emploie ainsi plus de 2 200 personnes en Égypte, contre environ 200 en Algérie. Toutefois, son impact réel est amplifié grâce à un réseau de partenaires comprenant des centaines d'acteurs, ce qui

porte le nombre de bénéficiaires indirects à plusieurs milliers. Il a ajouté que cet écosystème intégré contribue à des résultats tangibles autour de trois axes principaux : la durabilité, l'efficacité énergétique et la digitalisation, qui constituent aujourd'hui des piliers essentiels de la stratégie du groupe à l'échelle mondiale et régionale. L'intervenant a également évoqué la création d'un nouveau « cluster » régional visant à renforcer l'intégration entre l'Algérie, l'Égypte et les autres pays de la région, à travers le partage d'expertises, l'accélération de la prise de décision et le développement de solutions innovantes adaptées aux besoins des marchés locaux. Concernant le marché algérien, Riez a souligné l'existence d'une dynamique positive et d'opportunités de croissance prometteuses, indiquant que l'entreprise a décidé d'investir davantage dans les ressources humaines, avec l'ouverture de plusieurs postes pour accompagner l'expansion de ses activités et renforcer les capacités locales. Par ailleurs, Schneider Electric œuvre à renforcer la production locale et à rapprocher ses services des clients, en développant des solutions assemblées

localement, afin de mieux servir le marché national, avec la possibilité de s'orienter à l'avenir vers l'exportation. En conclusion, Riez a affirmé que les mutations mondiales actuelles, marquées par un passage de la mondialisation à un accent accru sur les solutions locales, représentent une véritable opportunité pour l'Algérie de consolider sa position en tant que pôle industriel régional. Il a réitéré l'engagement de Schneider Electric à accompagner cette transformation et à contribuer à la construction d'un avenir énergétique plus durable et plus efficace. Il est utile de noter que cet événement a réuni l'écosystème de Schneider Electric en Algérie, ainsi que ses partenaires, clients, fournisseurs et experts locaux et régionaux, autour de thématiques clés liées aux évolutions actuelles du secteur de l'énergie, à la digitalisation des infrastructures et du tissu industriel en Algérie. Le programme a notamment abordé des sujets relatifs à la distribution, à la qualité, aux nouvelles offres, aux solutions EAE et AVEVA, ainsi qu'aux services, à la formation et à des sessions d'experts.

F.A.

Cagex

Conférence internationale sur l'assurance des exportations

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) a organisé jeudi à Alger le « 1er Rendez-vous des exportateurs », une rencontre internationale qui a examiné notamment les moyens permettant un meilleur positionnement du produit national dans les pays d'Afrique, à travers la présentation des mécanismes d'assurance des exportations, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), selon l'APS.

Organisée sous le slogan « Safe access to Africa », la rencontre s'est déroulée en présence du Directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, ainsi que des représentants de plusieurs ministères. Dans son allocution d'ouverture, le P-dg de la CAGEX, Zohir Laiche, a mis en avant les potentialités économiques de l'Afrique « qui constitue la deuxième zone à la croissance la plus rapide au monde », ajoutant qu'elle s'impose désormais comme une « locomotive économique émergente ». Il a ainsi relevé le rôle pivot de la Zlecaf, qui « vise

l'élimination de 90% des barrières tarifaires entre les pays membres », ajoutant que « ce mécanisme est essentiel pour transformer le modèle économique continental, en passant de l'exportation de matières premières vers une intégration industrielle basée sur la production de biens et services à forte valeur ajoutée ». Cependant, a-t-il noté, l'accès à ces marchés prometteurs requiert une gestion proactive des risques, soulignant que plusieurs défis géopolitiques et commerciaux se posent, notamment l'instabilité politique dans certaines zones, la volatilité des prix des matières premières et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. De son côté, l'expert Djamel Benbelkacem a mis en avant l'importance de l'analyse du « risque pays » en tant qu'outil d'aide à la décision pour les exportateurs et investisseurs algériens. Abordant les opportunités de coopération multisectorielle entre l'Algérie et les pays du Sahel, M. Benbelkacem a souligné le « très fort potentiel » de l'Algérie dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie, ajoutant que l'expertise nationale constitue un atout majeur dans le cadre de l'exportation des services. Par ailleurs, l'accent a été mis par les participants sur l'importance de l'accélération de l'intégration

économique continentale comme levier pour la promotion et la diversification des exportations, aussi bien pour l'Algérie que pour les autres pays africains. A ce propos, le Directeur général de la Compagnie sénégalaise d'assurance-crédit « Sonal », Gora Mangane, a qualifié de « vitale » la concentration des pays d'Afrique sur le marché continental lui-même et les échanges intra-africains. Rappelant que l'Afrique ne représente actuellement que 2% du commerce international, l'intervenant a souligné que cette situation impose « une coopération accrue entre le Nord et le Sud du continent », dans le cadre d'une dynamique qui doit reposer sur la création de la valeur ajoutée localement, notamment dans les secteurs agricole, pharmaceutique et industriel. En marge de la conférence, des mémorandums d'entente portant sur le partage des données dans l'activité de l'assurance-crédit à l'export ont été signés entre la CAGEX et des compagnies homologues africaines, à savoir la Compagnie tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur (COTUNACE), l'Export Credit Insurance Corporation (ECIC) de l'Afrique du Sud, ainsi que la Compagnie d'assurances crédit sénégalais « SONAC ».

R.E.

Salon international de l'investissement

Promouvoir la qualité et l'innovation

Le directeur général de la promotion de la qualité, de l'innovation et de la sécurité industrielle au ministère de l'Industrie, Bouziane Mahmah, a souligné jeudi à Oran l'importance stratégique de valoriser la qualité du produit national et de renforcer l'innovation industrielle, considérées comme des leviers essentiels pour accroître la compétitivité des entreprises algériennes.

S'exprimant au nom du ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, lors de l'ouverture de la huitième édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation (Algeria Invest Expo), M. Mahmah a indiqué que cet événement, organisé sous le patronage du ministère, illustre l'engagement à renforcer la production nationale et la valeur des exportations, tout en améliorant la qualité et la compétitivité des produits sur le marché international, rapporte l'APS.

Le salon constitue une plateforme réunissant investisseurs, entrepreneurs, experts, représentants d'organismes publics et groupes industriels, pour débattre de questions stratégiques liées à l'amélioration du climat des affaires, au développement industriel, au soutien à l'innovation et à la localisation de technologies modernes à forte valeur ajoutée, a-t-il précisé.

M. Mahmah a poursuivi que la participation de l'Industrie à ce salon « ne se limite pas à une simple promotion sectorielle », mais reflète « un engagement collectif dans une approche participative visant à concrétiser les objectifs nationaux de développement ». Selon lui, l'industrie représente « un effort national transversal impliquant l'ensemble des secteurs ainsi que les institutions publiques et privées ».

Il a également insisté sur le rôle central de la qualité et de l'innovation pour renforcer la compétitivité, appelant à une collaboration multisectorielle pour obtenir des résultats concrets à court terme.

Le responsable a enfin évoqué plusieurs projets stratégiques pilotés par les pouvoirs publics sous la supervision du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, notamment la création du réseau national d'accréditation, de conformité et de certification pour améliorer la qualité des produits et leur conformité aux normes internationales, ainsi que l'élaboration d'une stratégie nationale de propriété intellectuelle en partenariat avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. M. Mahmah a conclu que ces initiatives visent également à améliorer le classement de l'Algérie dans l'indice mondial de l'innovation, grâce à un effort multisectoriel mobilisant diverses institutions et organismes de référence.

R.E.

Béchar

Le nouvel hôpital de Abadla mis en service avant la fin 2026

La concrétisation prochaine de cet hôpital, qui a subi des retards dans ses travaux, en raison de problèmes techniques et financiers, vise à renforcer les services de santé et à améliorer la prise en charge des malades des communes de Abadla, Mechraâ Houari-Boumediene et Erg Farradj, soit une population de plus de 30.000 habitants.



Le nouvel hôpital de 120 lits situé à Abadla, à 88 km au sud de Béchar, dont les travaux approchent de leur phase finale, sera réceptionné et mis en service avant la fin de l'année 2026, ont indiqué les services de la wilaya.

Ce projet hospitalier, dont les travaux ont connu des progrès significatifs, grâce aux mesures correctives prises par l'entreprise en charge des travaux, sera livré et mis en service selon le calendrier prévu, à savoir avant la fin de 2026, a-t-on précisé.

Lors d'une visite récente sur le chantier, le chef de l'exécutif de la wilaya, Ahmed Benyoucef, a supervisé l'avancement du chantier, où il a don-

né des instructions fermes pour achever les travaux restants dans les délais impartis, afin de permettre le lancement des opérations d'équipement des différents services médicaux de cette nouvelle structure, a-t-on expliqué.

La concrétisation prochaine de cet hôpital, qui a subi des retards dans ses travaux, en raison de problèmes techniques et financiers, vise à renforcer les services de santé et à améliorer la prise en charge des malades des communes de Abadla, Mechraâ Houari-Boumediene et Erg Farradj, soit une population de plus de 30.000 habitants, a-t-on ajouté.

Cette nouvelle infrastructure de santé permettra, à l'avenir, non seulement d'étendre les pres-

tations hospitalières, mais aussi d'offrir un meilleur accès aux soins pour les habitants de la région, a-t-on signalé. Une fois achevé, cet hôpital constituera un apport majeur aux infrastructures sanitaires de la wilaya. Il contribuera également à répondre aux attentes des populations locales en termes de prévention et de suivi médical pour diverses pathologies.

En parallèle, deux (2) nouvelles polycliniques devraient être livrées avant la fin de l'année. Ces structures sont implantées dans les cités 1.500 et 1.258 logements du chef-lieu de wilaya de Bechar. Leur ouverture a pour objectif de renforcer le réseau des structures de soins de proximité à travers la commune de Bechar, a souligné

JIJEL

33 postes de médecins spécialistes pour l'exercice 2026

Au total, 33 postes de médecins spécialistes ont été ouverts dans la wilaya de Jijel selon la répartition ministérielle des postes pour l'exercice 2026, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

» Dans le cadre du renforcement des établissements hospitaliers en personnel médical spécialisé, le secteur de la santé dans la wilaya de Jijel a bénéficié de l'ouverture de 33 postes de médecins spécialistes selon la répartition ministérielle pour l'année 2026 « , a ajouté la même source, précisant que les postes en question ont été ouverts dans 17 spécialités parmi lesquelles la radiologie, la neurochirurgie, l'ophtalmologie, la chirurgie orthopédique, la gynécologie-obstétrique et la rhumatologie. Les services de la wilaya ont affirmé que la prise de fonction des médecins spécialistes, prévue dans les établissements de santé de Jijel, de Taher, d'El Milia et de Djimla, améliorera la qualité de la prise en charge médicale des patients. Pour rappel, le wali de Jijel, Ahmed Meguellati, avait assuré dans une récente déclaration à la presse, que les médecins spécialistes souhaitant exercer dans la wilaya disposeront de toutes les commodités nécessaires, notamment des logements équipés. S'agissant des personnels paramédical et d'aides soignants, le secteur de la santé avait recruté, en 2025, pas moins de 241 diplômés des instituts nationaux de formation supérieure paramédicale et 206 employés de divers corps de métier, avait récemment déclaré le directeur de la santé et de la population (DSP), Abderrahmane Attout.

PÔLE URBAIN AIN NEHAS À EL KHROUB

Projet d'aménagement d'un siège de la délégation communale à Constantine

Le pôle urbain Ain Nehas, dans la daïra d'El Khroub (Constantine) vient de bénéficier d'un projet d'aménagement du siège de la délégation communale, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Les travaux d'aménagement du futur siège de la délégation communale d'Ain Nehas qui ont nécessi-

té une enveloppe financière de 10 millions DA ont été lancés, selon les précisions fournies par la même source. La future délégation communale accueillera plusieurs services administratifs, dont l'état civil, l'environnement, l'hygiène, les affaires sociales, entre autres, a-t-on indiqué. L'initiative vise à améliorer la qualité des services publics, à rap-

procher l'administration du citoyen et à consolider la représentation locale au sein de l'Assemblée populaire communale, selon la même source. Le projet s'inscrit dans le cadre de la politique du développement urbain et l'amélioration du cadre de vie dans ce pôle urbain conçu pour accueillir environ 25.000 habitants, a-t-on souligné.

VILLE DE BATNA

Lancement de la réhabilitation de 50 km de routes

Les travaux de réhabilitation de 50 km du réseau routier du centre-ville et des quartiers de la ville de Batna ont été lancés mercredi sous la supervision du wali, Riadh Benahmed. Au cours d'une tournée d'inspection au chef-lieu de wilaya, le wali a assisté au lancement des travaux sur certains des axes routiers principaux à denses trafic et a donné des instructions pour renforcer les chantiers afin de livrer le projet dans les plus proches délais.

Le chef de l'exécutif local a relevé que cette opération qui devra être réceptionnée l'été prochain porte sur la réhabilitation des routes et trottoirs du centre-ville et de plusieurs quartiers dont Bouakal et Lombarkia pour une enveloppe financière de près de 800 millions DA dégagée des budgets de la wilaya et de la commune ainsi que de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales de l'exercice 2026.

Le wali a également inspecté les travaux de réhabilitation du bâtiment du théâtre régional Salah-Lombarkia et a insisté sur le renforcement du chantier pour permettre la réception de cet équipement culturel au plus tard en juin prochain et l'ouvrir au public et manifestations culturelles.

EL ABIODH SIDI CHEIKH À EL BAYADH

Un nouveau laboratoire mobile d'analyses de l'eau

L'unité de «l'Algérienne des eaux » ADE au niveau de la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh) a été renforcée, récemment, par un laboratoire mobile d'analyses de l'eau, dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité du service public de l'eau potable et à garantir la protection de la santé publique, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette entreprise. Cette unité a bénéficié, la semaine dernière, de ce laboratoire mobile, qui s'inscrit dans les démarches visant à contrôler la qualité

de l'eau distribuée. Il permettra aux équipes techniques d'effectuer différentes analyses préliminaires et instantanées à travers les différentes zones de la circonscription administrative, ce qui contribuera à renforcer le contrôle de la qualité de l'eau et la prévention sanitaire. Le wali délégué de Labiodh Sidi Cheikh, Mouadene Abderabbi, a présidé la cérémonie de réception et de mise en service de ce laboratoire, qui consiste en un véhicule équipé des moyens technologiques les plus modernes pour les interventions sur le terrain, en présence des res-

ponsables de l'Algérienne des eaux de la région de Saïda, ainsi que des cadres de l'unité de El Abiodh Sidi Cheikh, a-t-on ajouté. Pour rappel, l'unité de l'Algérienne des eaux de la wilaya d'El Bayadh avait déjà bénéficié, en septembre dernier, d'un laboratoire mobile similaire destiné à réaliser diverses analyses de terrain de l'eau, notamment physiques, chimiques et microbiologiques, avec une grande précision, dans le cadre des efforts continus visant à garantir la qualité de l'eau distribuée et à protéger la santé des citoyens.

Des spécialistes en parlent: Trouble du déficit de l'attention et sommeil, un lien étroit

Pour rester pleinement attentif, le cerveau a besoin de nuits réparatrices ; dès que la frontière entre sommeil et éveil s'estompe, l'attention vacille et les distractions prennent le dessus.



PAR AMEL B

Est-ce, derrière les troubles de l'attention, se cachent de véritables "micro-endormissements" du cerveau en pleine journée ? Cette hypothèse, explorée par des chercheurs met en lumière un mécanisme encore peu connu : l'intrusion d'ondes lentes, caractéristiques du sommeil profond, au cours de l'éveil chez les personnes atteintes de TDAH, un trouble neurodéveloppemental, qui perturbe la capacité à se concentrer, à contrôler ses impulsions et parfois à réguler son niveau d'activité. Une étude, publiée le 16 mars dans le Journal of Neuroscience par des chercheurs de l'Institut du cerveau (Inserm, CNRS, Sorbonne Université) et de l'Université Monash en Australie, apporte un début de réponse. Elle suggère que les symptômes du TDAH (oublis fréquents, problèmes de concentration, somnolence) pourraient s'expliquer par une intrusion, pendant l'éveil, d'ondes cérébrales lentes, habituellement associées au sommeil profond. Un phénomène appelé « sommeil local ». En temps normal, ces oscillations neuronales synchronisées apparaissent lorsque le cerveau entre en sommeil profond, alternant des phases d'activité et de silence des neurones,

essentielles à la récupération cognitive et à la consolidation de la mémoire. Mais des études en électroencéphalographie montrent qu'elles peuvent aussi surgir de manière localisée en pleine journée, notamment en cas de fatigue ou de dette de sommeil, provoquant une mise "en pause" transitoire de certaines régions cérébrales — un phénomène qualifié de "sommeil local". Chez les personnes présentant un TDAH, ces intrusions seraient plus fréquentes et plus intenses, perturbant les réseaux impliqués dans l'attention, la régulation des impulsions et le contrôle exécutif. Concrètement, cela pourrait expliquer les fluctuations de la vigilance, les pertes soudaines de concentration, les oublis ou encore la distractibilité chronique observés au quotidien. Ces résultats s'inscrivent dans un corpus scientifique plus large suggérant que le TDAH ne relève pas uniquement d'un trouble du comportement ou de la cognition, mais aussi d'un dysfonctionnement des mécanismes fondamentaux de régulation de l'éveil et du sommeil. L'ampleur du phénomène est loin d'être marginale. Selon l'Organisation mondiale de la santé, le TDAH touche environ 5 % des enfants dans le monde, et persiste à l'âge adulte dans près de 2 à 3 % des cas. Cela représente des dizaines de mil-

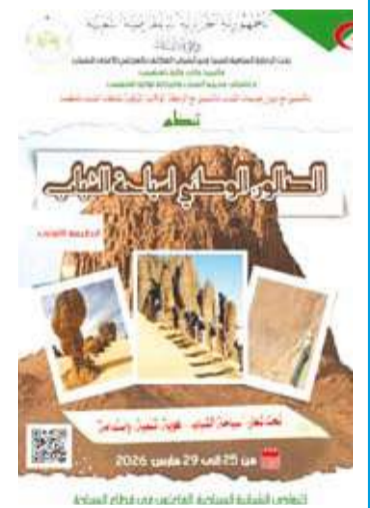
lions de personnes concernées, avec des répercussions importantes sur la scolarité, la vie professionnelle et les relations sociales. Par ailleurs, les troubles du sommeil sont fréquemment associés au TDAH, renforçant l'hypothèse d'un lien étroit entre vigilance cérébrale et symptômes attentionnels. Pour autant, les chercheurs restent prudents : il ne s'agit pas de réduire le TDAH à un simple problème de sommeil. Ce trouble demeure multifactoriel, impliquant des déterminants génétiques, neurodéveloppementaux et environnementaux. Mais cette découverte ouvre des perspectives nouvelles et concrètes. En complément des traitements existants, comme les approches comportementales ou médicamenteuses, des stratégies ciblant le sommeil pourraient émerger : amélioration de l'hygiène de vie, régulation des rythmes circadiens, ou encore techniques innovantes de modulation des ondes lentes, comme la stimulation auditive pendant le sommeil. Autant dire que sans un sommeil de qualité, même le cerveau le plus alerte risque de se retrouver en "mode pause" en pleine journée, avec pour conséquence des troubles de l'attention et des performances cognitives en berne.

A.B

SALON NATIONAL DU TOURISME DE JEUNES

Lancement de
la première
édition à
Tamanrasset

Le Salon national du tourisme de jeunes, dans sa première édition, a été lancé jeudi soir à Tamanrasset, avec la participation d'environ 200 jeunes issus d'une trentaine de wilayas. La cérémonie d'ouverture s'est tenue dans un cadre naturel exceptionnel de l'Ahaggar, dans une ambiance marquée par un décor typiquement traditionnel. L'événement a été animé par un défilé des différentes troupes participantes, une parade des scouts musulmans algériens, et des spectacles folkloriques. Dans son allocution, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraa, a souligné que cette manifestation représente une véritable opportunité pour mettre en valeur le potentiel des jeunes participants et promouvoir les nombreux atouts touristiques dont regorge les différentes régions du pays. Par ailleurs, des expositions d'artisanat traditionnel ont été organisées permettant aux visiteurs de découvrir la richesse et la diversité du patrimoine artisanal national, a indiqué le directeur de la Chambre de l'Artisanat de Tamanrasset, Mohamed Mansouri. Le Salon national du tourisme de jeunes, qui se poursuivra jusqu'au 29 mars courant, a drainé, dès son ouverture, un public nombreux. Des circuits touristiques sont également prévus afin de faire découvrir aux participants plusieurs sites emblématiques de l'Ahaggar.



VACANCES DE PRINTEMPS

Affluence croissante vers la station thermale Hammam Essalihine

La station thermale «Hammam Essalihine», située dans la commune d'El Hamma (wilaya de Khenchela), connaît une affluence croissante de visiteurs durant les vacances de printemps, venus en quête de détente et de cures thermales naturelles.

Située à 20 km du chef-lieu de wilaya et à 600 km de la capitale Alger, cette station est l'une des destinations thermales phares en Algérie, offrant un mélange unique entre profondeur historique et vertus thérapeutiques de ses eaux. Ce site, dont l'exploitation remonte à l'époque romaine, dispose de deux piscines circulaires en plein air.

L'eau maintient une température constante avoisinant les 70 C (70 degré celsius) et riche en éléments minéraux, ce qui en fait une desti-

nation privilégiée pour le traitement des maladies articulaires, cutanées et respiratoires. A ce propos, Yazid Boumaiza, chef de service du tourisme à la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Khenchela, a précisé que « la station a bénéficié d'opérations de réhabilitation et de modernisation qui ont contribué à l'amélioration des conditions d'accueil et au développement des services offerts aux visiteurs nationaux et étrangers ». Le même responsable a ajouté que les autorités du secteur visent à transformer Hammam Essalihine, qui connaît un fort engouement familial durant le printemps, en un pôle international en intégrant le thermalisme au tourisme de montagne caractérisant les forêts des Aurès environnantes. La station génère également une dynamique économique locale importante en créant des emplois directs et

indirects et en renforçant l'attractivité de la région pour les investissements touristiques, favorisée par l'extension des infrastructures de base et l'amélioration du réseau routier, a-t-il souligné.

De leur côté, des visiteurs rencontrés par l'APS s'accordent à dire que Hammam Essalihine est une «fierté nationale», tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de modernisation des services hôteliers afin d'être à la hauteur de ce monument archéologique unique. Dans ce cadre, Mohamed Djoudjou, un visiteur venu d'Alger, témoigne : «Se baigner dans un bassin vieux de deux mille ans est une expérience indescriptible. Bien que la capitale dispose de tout, ce type de tourisme historique vivant ne se trouve qu'à Khenchela, dont je salue d'ailleurs l'hospitalité des habitants». Il a ajouté que Hammam Essalihine demeure

sa destination de prédilection en quête de sérénité et de paix intérieure, malgré les 600 km qui séparent Khenchela de son domicile familial, confiant : « On trouve ici la quiétude, l'air pur des Aurès, conjugué aux eaux thermales, vous procure une énergie que l'on ne retrouve même pas dans les salles de sport».

Pour sa part, le jeune Anis Mohammadi, venu de la wilaya d'Oum El Bouaghi accompagné de son grand-père, estime que «ce n'est pas qu'un simple bain, c'est une clinique naturelle. Beaucoup de personnes âgées viennent régulièrement pour soigner des douleurs au dos et aux articulations avec des résultats tangibles». Il a conclu en notant «une amélioration notable des bassins romains», tout en souhaitant une attention accrue aux structures annexes et aux vestiaires pour accueillir le flux croissant de citoyens.

AUSTRALIE UN CYCLONE PROVOQUE DES COUPURES DANS D'IMPORTANTES SITES DE GAZ

Un cyclone en Australie a provoqué des coupures dans deux des plus grands sites de production de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde, a indiqué vendredi le géant de l'énergie Chevron. « Chevron Australie s'efforce de rétablir la production dans les infrastructures gazières de Gorgon et de Wheatstone à la suite d'interruptions de production », a indiqué l'entreprise dans un communiqué, citant ces sites qui fournissent à eux deux environ 5% du GNL mondial. Les deux usines ont subi des interruptions jeudi après-midi alors que le cyclone tropical Narelle menaçait au large des côtes de l'Australie occidentale. Chevron est l'un des deux principaux producteurs de gaz naturel d'Australie-Occidentale, aux côtés de Woodside Energy. A elles deux, ces sociétés représentent plus de 15% des exportations internationales de gaz naturel.

BANGLADESH 26 MORTS DANS LA CHUTE D'UN BUS DANS LE FLEUVE PADMA

Au moins 26 personnes ont trouvé la mort au Bangladesh après qu'un bus transportant plus de 40 passagers a plongé dans le fleuve Padma alors qu'ils tentaient d'embarquer sur un ferry, a annoncé jeudi la police bangladaise. La police a précisé que parmi les victimes se trouvaient 7 hommes, 11 femmes et 8 enfants. Selon des témoins oculaires, le conducteur a perdu le contrôle du bus à l'approche du ferry, ce qui a provoqué son renversement et sa chute à une profondeur de 70 à 80 pieds dans la rivière. Les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent. Les équipes de secours ont réussi à récupérer 26 corps à l'intérieur du bus, tandis que les recherches se poursuivent pour retrouver d'autres victimes.

INDE 13 MORTS DANS L'INCENDIE D'UN BUS DANS LE SUD DU PAYS

Au moins 13 personnes ont été tuées et plus de 20 autres blessées tôt jeudi lorsqu'un bus est entré en collision avec un camion avant de prendre feu dans le sud de l'Inde, dans l'Etat d'Andhra Pradesh, ont indiqué les autorités. L'accident s'est produit dans le district de Markapuram vers 6h00 (00h30 GMT). Après la collision, le bus a pris feu et plusieurs passagers ont péri brûlés vifs, ont précisé les autorités. « A ce stade, nous avons des informations faisant état de 13 morts et de plus de 20 blessés », a déclaré aux médias un responsable de la police du district de Markapuram. Le chef du gouvernement de l'Etat, Chandrababu Naidu, a ordonné l'ouverture d'une « enquête approfondie » sur les causes de l'accident, selon un communiqué publié sur les réseaux sociaux.

Guerre au Soudan L'émissaire onusien appelle au dialogue

Cet appel a été lancé lors d'une rencontre tenue, mercredi soir à Khartoum, avec le président du Conseil de souveraineté de transition et commandant en chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mohieddine Salem, selon un communiqué officiel du Conseil de souveraineté.



L'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Soudan, Pekka Haavisto, a appelé les parties au conflit au Soudan à privilégier le dialogue et la désescalade, les qualifiant d'« étapes essentielles pour parvenir à un cessez-le-feu global ». Cet appel a été lancé lors d'une rencontre tenue, mercredi soir à Khartoum, avec le président du Conseil de souveraineté de transition et commandant en chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mohieddine Salem, selon un communiqué officiel du Conseil de souveraineté. Dans des déclarations à la presse à l'issue de l'entretien, M. Haavisto a souligné l'importance de poursuivre l'engagement dans des processus accordant la priorité à la protection des civils, ainsi que de travailler à l'élaboration de mesures de confiance, afin de créer les conditions propices à des avancées concrètes vers un règlement politique. L'envoyé onusien a réaffirmé l'engagement des Nations unies à « soutenir les efforts visant à parvenir à un cessez-le-feu et à une solution pacifique durable et pérenne au conflit au Soudan ».

Il a également indiqué que l'ONU « reste pleinement engagée avec les différentes parties concernées pour promouvoir la paix et la stabilité, et fournir une aide humanitaire à travers le pays », ajoutant que sa visite actuelle constitue « une opportunité importante pour recueillir les points de vue des principaux acteurs politiques et civils ».

Par ailleurs, l'émissaire onusien a insisté sur l'attachement du Conseil de sécurité et du Secrétaire général de l'ONU à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan, affirmant que l'organisation internationale « demeure aux côtés du peuple soudanais et continue de travailler avec les partenaires internationaux pour soutenir les efforts sérieux visant à mettre fin aux combats et à tracer la voie vers une paix durable à travers un dialogue inclusif et sincère ». Le conflit au Soudan, qui a éclaté en avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR), a fait des dizaines de milliers de morts et déplacé des millions de personnes, provoquant ce que les Nations unies qualifient de « pire crise humanitaire au monde ».

MEXIQUE LANCEMENT DES RECHERCHES POUR DEUX VOILIERS DISPARUS

La marine du Mexique a lancé une opération de recherche et de sauvetage pour retrouver deux voiliers portés disparus avec neuf membres d'équipage de différentes nationalités, après la perte de contact alors qu'ils faisaient route vers La Havane, ont rapporté des médias locaux jeudi. La marine, agissant en tant que garde-côtes, a indiqué que les embarcations avaient quitté le 20 mars l'île d'Isla Mujeres, dans l'Etat de Quintana Roo, à destination de La Havane, avec de l'aide humanitaire à bord. Les autorités ont précisé qu'« aucune communication ni confirmation de leur arrivée » n'avait été reçue à ce jour. Les voiliers étaient attendus entre les 24 et 25 mars. L'opération vise à localiser les embarcations et à assurer la sécurité des personnes à bord, conformément aux obligations du Mexique en matière de sauvegarde de la vie humaine en mer. Aucune précision supplémentaire n'a été fournie concernant la zone exacte des recherches ni sur les nationalités des membres d'équipage.

Naufrage au large de Djibouti NEUF MIGRANTS TUÉS ET 45 DISPARUS

Neuf migrants ont été tués et 45 autres sont portés disparus suite au naufrage mardi au large de Djibouti d'une embarcation qui transportait 320 personnes, a indiqué jeudi l'Organisation onusienne pour les migrations (OIM). « Un tragique naufrage a eu lieu dans la nuit du 24 mars au large de Djibouti, au nord d'Obock: 9 morts, 45 disparus, sur 320 passagers. Les survivants sont assistés par les autorités locales et l'OIM », a déclaré l'organisation onusienne sur les réseaux sociaux. Chaque année, des dizaines de milliers de migrants de la Corne de l'Afrique empruntent cette « Route de l'Est » pour tenter d'atteindre les pays du Golfe. La plupart des migrants tentent la traversée depuis Djibouti. Cette route migratoire est l'une des plus meurtrières au monde. Plus de 900 migrants ont été tués ou ont disparu en mer Rouge en 2025, soit l'année « la plus meurtrière jamais enregistrée » et deux fois plus que l'année précédente, avait affirmé mercredi l'OIM.

Pour encadrer le commerce en ligne L'UE impose de nouveaux frais sur les petits colis

L'Union européenne (UE) a approuvé une réforme de son cadre douanier prévoyant l'instauration de nouveaux frais de traitement sur les petits colis importés, dans le but de mieux encadrer le commerce en ligne et de renforcer les contrôles, ont indiqué les institutions européennes ce jeudi. Le Parlement européen et le Conseil de l'UE se sont accordés sur ce dispositif visant notamment les envois de faible valeur expédiés depuis l'étranger, en forte hausse ces dernières années. Ces frais viendront s'ajouter à une taxation forfaitaire déjà prévue de 3 euros par colis à partir de juillet 2026, ainsi qu'à une redevance supplémentaire pouvant atteindre environ 2 euros par article destinée à financer les contrôles douaniers, selon les modalités en cours de finalisation. La réforme vise en particulier les grandes plateformes de commerce en ligne telles que AliExpress, Temu et Shein, dont le modèle repose largement sur l'envoi direct de petits colis à bas coût depuis l'étranger vers les consommateurs européens. Le texte prévoit de rendre ces plateformes juridiquement responsables des produits vendus sur leur site, tant sur le plan civil que pénal, en cas de non-conformité répétée aux normes européennes. Des sanctions financières, voire des mesures de suspension d'activité dans l'UE, sont envisagées. Les autorités européennes entendent également encourager un changement de modèle logistique, en incitant les entreprises à importer les marchandises en gros, à acquitter les droits de douane en amont et à stocker les produits sur le territoire européen avant leur distribution. Au-delà de la fiscalité, la réforme introduit un ensemble de nouveaux outils destinés à moderniser l'union douanière, créée en 1968, notamment par la mise en place d'un centre de données unique permettant de centraliser les informations sur les flux commerciaux et de renforcer la traçabilité des marchandises. Une nouvelle agence, l'Autorité douanière de l'UE, sera également créée pour coordonner les contrôles entre les États membres et améliorer la gestion des risques. Elle sera basée à Lille, en France.

Gymnastique/ Coupe du monde 2026

Annulation de l'étape de Doha

La Fédération internationale de gymnastique «World Gymnastics» a annoncé qu'à la suite d'un vote en ligne urgent et compte tenu de la situation actuelle au Moyen-Orient, son Comité exécutif a décidé d'annuler l'édition 2026 de la Coupe du monde de gymnastique artistique aux agrès de Doha (QAT), qui devait se dérouler du 15 au 18 avril prochain.

En conséquence, le Comité exécutif de l'instance internationale a également approuvé l'ajustement exceptionnel suivant au Règlement concernant le nombre de résultats les plus élevés à prendre en compte pour le calcul du classement, ajoute la même source. Les trois (3) meilleurs résultats (sur cinq compétitions) par gymnaste, par appareil, seront pris en compte quel que soit le nombre de compétitions auxquelles le ou les gymnastes ont participé pour déterminer la liste de classement de la Coupe du monde par (appareil vainqueur de la série) et la liste de classement de qualification pour la Coupe du monde.

WCH (voie de qualification pour les Championnats du monde pour les spécialistes par appareil), précise la FIG.

Compte tenu du caractère exceptionnel de cette décision, le règlement officiel relatif à ce qui précède ne sera pas modifié, affirme la Fédération internationale de gymnastique.

De plus, aucune pénalité ne sera appliquée pour les demandes tardives aux Coupes du monde d'appareils du Caire (Egypte) et d'Osijek (Croatie) qui auront lieu respectivement du 3 au 6 avril et du 9 au 12 avril.

Pour rappel, la championne olympique algérienne Kaylia Nemour avait participé aux deux premières étapes de Coupe du monde disputées respectivement à Cottbus en Allemagne (19-22 février), et à Bakou (Azerbaïdjan) du 5 au 8 mars, avec un bilan d'une médaille d'or aux barres asymétriques et deux médailles d'argent à la poutre.

CAN FÉMININE 2026/ EN

Deux tests de haut niveau face à l'Afrique du Sud

A quelques mois du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026, la sélection nationale algérienne entre dans une phase charnière de sa préparation. Initialement prévue en mars, la compétition a été décalée à l'été, entre juillet et août, au Maroc.

Un report qui offre au staff technique un temps de travail supplémentaire, précieux pour peaufiner les réglages et renforcer la cohésion du groupe avant un rendez-vous continental qui s'annonce particulièrement exigeant.

Conduite par Farid Benstiti, l'EN Dames a mis en place depuis plusieurs mois une préparation progressive et structurée, ponctuée de stages réguliers et de rencontres amicales. L'objectif affiché est multiple : accroître l'intensité compétitive, consolider les automatismes collectifs et offrir au staff un large éventail d'options tactiques. Dans ce cadre, la Fédération algérienne de football a entériné une étape majeure avec la programmation de deux matchs amicaux face à l'Afrique du Sud, les 14 et 17 avril prochains à Johannesburg.

Ces deux oppositions face à une sélection réputée pour sa puissance athlétique et sa discipline tactique constituent un véritable révélateur pour les protégées de Benstiti. Elles permettront de mesurer le degré de préparation des Vertes face à un adversaire rompu aux joutes africaines de haut niveau et habitué aux grands rendez-vous.

Une préparation continue pour viser plus haut

En amont de ce déplacement, un premier regroupement est programmé à Alger du 7 au 10 avril. Cette phase servira à poser les bases du travail, ajuster les choix techniques et préparer au mieux cette double confrontation internationale. Le choix de l'Afrique du Sud s'inscrit dans une logique claire : se confronter à une opposition relevée afin d'évaluer les progrès réalisés et identifier les axes d'amélioration à quelques mois de la CAN.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des matchs

amicaux disputés début mars au Caire, conclus par deux victoires convaincantes face à l'Égypte (3-0 et 3-2). Des résultats encourageants qui ont renforcé la confiance du groupe et confirmé la montée en puissance d'une sélection en pleine évolution. Pour leur septième participation à une phase finale de CAN, les Algériennes nourrissent l'ambition de dépasser le cap franchi lors de la précédente édition, marquée par une qualification historique pour les quarts de finale et une élimination aux tirs au but face au Ghana.

Versées dans le groupe A de la prochaine CAN, les Vertes devront composer avec une concurrence relevée, en affrontant le pays hôte, le Maroc, ainsi que le Sénégal et le Kenya. Un groupe exigeant qui impose une préparation rigoureuse et sans approximation. La qualification obtenue face au Cameroun, à l'aller comme au retour, a déjà mis en lumière la solidité mentale et le caractère de cette équipe.

Animée par une ambition assumée, l'EN Dames aborde cette CAN 2026 avec sérieux et détermination. Le message est clair : capitaliser sur le travail engagé pour franchir un nouveau palier et confirmer la progression du football féminin algérien sur la scène africaine.

H.M.



Ligue 1 Mobilis

La 25e journée les 3 et 4 avril

La 25e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, se jouera dans son intégralité les vendredi 3 et samedi 4 avril, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Cette journée débutera le vendredi 3 avril avec quatre

matchs au menu, dont le déplacement du MC Oran (5e, 36 pts) chez le CS Constantine (4e, 38 pts). Le lendemain, autant de rencontres seront au programme, avec à l'affiche opposant le MC Alger (1er, 49 pts) qui sera en déplacement chez son dauphin la JS Saoura (2e, 40 pts).

Cyclisme / Tour d'Algérie 2026

Plus de 25 pays attendus pour la 26e édition

La 26e édition du Tour d'Algérie de cyclisme (TAC-2026), prévue du 17 au 28 avril prochain, devrait enregistrer la participation de plus de 25 pays, a appris l'APS, jeudi, auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Le TAC-2026 se déroulera en plusieurs étapes à travers les wilayas d'Oran, Ain Témouchent, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Mostaganem, Chlef, Ain Defla, Tipaza, Blida, Alger, Boumerdès et Tizi Ouzou.

Le coup d'envoi de cette manifestation internationale sera donné le 17 avril depuis la ville d'Oran, tandis que l'arrivée est prévue à Tizi Ouzou le 26 du même mois.

Le Tour d'Algérie cycliste sera suivi du Grand Prix international d'Alger, prévu les 27 et 28 avril, selon la même source.

La Fédération a souligné que ces manifestations internationales, inscrites au calendrier de l'Union cycliste internationale, constituent «un moyen efficace de promotion touristique de l'Algérie».

Début mars, la Fédération algérienne de cyclisme avait organisé une réunion de coordination élargie, regroupant différents secteurs ministériels, les instances concernées ainsi que des représentants des corps de sécurité, en vue d'assurer une préparation globale de cet événement international. Cette, à laquelle ont pris part le président de la Fédération, Kheïreddine Barbari, ainsi que les membres du comité d'organisation, a été principalement consacré aux aspects organisationnels, logistiques et sécuritaires, avec un accent particulier sur la nécessité de réunir toutes les conditions de réussite de cette édition, notamment en matière de sécurisation des parcours, d'accueil des délégations participantes et de couverture technique et médiatique. Lors de cette rencontre, le programme général du Tour a également été présenté, en plus d'un exposé des différentes compétitions internationales de cyclisme que la capitale abritera au cours du mois de mai prochain.

CS Constantine

Conclusion d'un contrat de sponsoring avec Ooredoo

Le Club Sportif Constantinois (CSC), pensionnaire du Championnat de Ligue 1 «Mobilis» de football, a officialisé la signature d'un contrat de sponsoring avec l'opérateur de télécommunications Ooredoo pour une durée de deux ans, en vue de consolider les ressources financières du club et améliorer son image marketing, a fait savoir jeudi la direction du club dans un communiqué.

Le communiqué précise que ce partenariat

s'insère dans la stratégie globale de la direction du CSC, orientée vers la diversification des sources de financement et l'ouverture à des marques d'envergure, afin de renforcer la stabilité du club et d'accroître sa compétitivité à court et moyen termes.

Cet accord constitue, selon la même source, un appui financier substantiel destiné à accompagner le club dans l'ensemble de ses projets, qu'il s'agisse de l'équipe première ou du déve-

loppement des catégories de jeunes, dans l'optique d'édifier une base sportive solide et durable. Par ailleurs, cette initiative reflète la confiance croissante dont jouit le CS Constantine auprès des partenaires économiques, en tant qu'entité sportive attractive, capable de mobiliser des institutions nationales et internationales de premier plan.

Cette coopération est également appelée à contribuer à la consolidation de la stabilité fi-

nançière du club, un facteur déterminant pour l'atteinte des objectifs sportifs fixés, notamment au regard des ambitions nourries par ses supporters de renouer avec les titres.

Les dirigeants du CS Constantine misent sur ce partenariat pour impulser une nouvelle dynamique au sein du club, fondée sur une gestion professionnelle et l'élargissement du réseau de partenaires, renforçant ainsi davantage sa position au sein de l'élite du football national.

BARRAGES DU MONDIAL-2026

L'Italie tout proche de la qualification

Les barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2026 ont livré leurs premiers verdicts et confirmé une tendance lourde : jamais l'accès au tournoi planétaire n'aura été aussi disputé.

Entre barrages intercontinentaux et voies européennes, les nations encore en lice ont dû puiser dans leurs ressources mentales et tactiques pour rester en course. A Monterrey, en Europe du Nord, dans les Balkans ou encore en Méditerranée orientale, chaque rencontre s'est jouée sur des détails, rappelant que le Mondial élargi n'a en rien réduit l'intensité du combat pour y accéder. Dans le barrage intercontinental organisé au Mexique, la Bolivie a frappé un grand coup en dominant le Suriname (2-1). Longtemps fermé, le match s'est décenté après la pause, avec une ouverture du score surinamienne avant la réaction andine. L'entrée du très jeune Moises Paniagua a tout changé, tant par son égalisation que par l'élan qu'il a insufflé à la Verde. Le penalty transformé par Miguel Terceiros a scellé un succès aussi précieux que symbolique pour une sélection absente du Mondial depuis 1994. La Bolivie jouera désormais sa qualification face à l'Irak, avec à la clé une place dans un groupe relevé où figurent déjà la France, le Sénégal et la Norvège. Sur le continent européen, les barrages ont confirmé leur statut de piège absolu pour les grandes nations comme pour les outsiders.

L'Europe en ébullition, l'histoire en ligne de mire

Dans la voie B, la Suède a impressionné en balayant l'Ukraine grâce à un Viktor Gyökeres clinique, auteur d'un triplé. La Pologne, de son côté, a dû renverser une Albanie entreprenante,



portée par un but précoce, avant de s'en remettre à l'expérience de Robert Lewandowski et à la maîtrise de Piotr Zielinski. Les deux sélections s'affronteront à Stockholm pour un billet qui ouvrira les portes d'un groupe F très homogène. Dans un autre tableau, la Turquie a assuré l'essentiel face à la Roumanie grâce à un but de Ferdi Kadioglu, tout en tremblant jusqu'au bout. Les Turcs se rendront au Kosovo, tombeur spectaculaire de la Slovaquie dans un match renversant, riche en buts et en émotions. Ce duel décidera du dernier qualifié pour un groupe D dominé par les États-Unis, mais où tout reste ouvert derrière. Enfin, l'Italie poursuit sa quête de ré-

demption. Absente des deux dernières Coupes du monde, la Nazionale a dominé l'Irlande du Nord avec sérieux et réalisme. Les buts de Tonali et Kean ont remis les quadruples champions du monde sur la voie d'un retour attendu. Reste désormais l'obstacle gallois, ultime marche avant un Mondial que l'Italie ne veut plus regarder à distance. A quelques jours des finales décisives, une certitude s'impose : ces barrages du Mondial-2026 n'ont rien d'une formalité. Ils incarnent, plus que jamais, la brutalité et la beauté du football international, où l'histoire, la pression et le talent s'entrechoquent pour un seul objectif : être au rendez-vous de l'été américain.

LE RÊVE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE S'EFFONDRE

Les Cagous échouent

Le rêve néo-calédonien d'une participation historique au tournoi planétaire s'envole. La Nouvelle-Calédonie, seulement 150es au classement Fifa, a été éliminée de la course au Mondial-2026, ce jeudi 26 mars au soir, avec une défaite 1-0 contre la Jamaïque. Les Reggae Boyz affronteront la République démocratique du Congo mardi en finale de barrage intercontinentaux.

Le tournant du match a eu lieu à la 18e minute. Un but rapide de Bailey Cadamarteri, qui a bien suivi un coup-franc direct mal repoussé par le gardien adverse, a permis à la Jamaïque d'entretenir l'espoir d'une deuxième participation à la Coupe du monde masculine de football après l'édition 1998 en France.

Dans le stade de Guadalajara, au Mexique, la Jamaïque a dominé la partie mais a tout de même tremblé à quelques occasions, notamment sur une frappe de près de 60 m de Joseph Athale, proche de lobber le gardien (32e), ou une autre similaire mais moins lointaine de Georges Gope-Fenepej (35e) après une grossière erreur défensive.

Les Cagous -surnom qui fait référence à un oiseau endémique de Nouvelle-Calédonie, inapte au vol- espéraient rendre fiers les habitants du Caillou, comme l'expliquait leur capitaine, César Zeoula, interrogé par Le Monde: «Jouer en sélection, c'est représenter tout le peuple néo-calédonien, qui serait très heureux qu'on aille à la Coupe du monde».

Les Néo-Calédoniens, reconnus par la Fifa depuis 2004, qui peuvent à ce titre participer aux qualifications pour la Coupe du monde, auraient pu bénéficier de l'élargissement de la compétition de 32 à 48 nations pour participer au premier Mondial de leur histoire.

Il y a un an, les Néo-Calédoniens avaient manqué la qualification directe en s'inclinant contre la Nouvelle-Zélande (3-0) en finale des qualifications de la zone Océanie.

Les Jamaïcains joueront donc mardi, face à la République démocratique du Congo. Le vainqueur du mini-tournoi de Guadalajara complètera le groupe K (Colombie, Portugal et Ouzbékistan) du Mondial, disputé aux États-Unis, au Mexique et au Canada (11 juin - 19 juillet).

ARGENTINE

Joaquin Panichelli forfait

Terrible coup dur pour Joaquin Panichelli (23 ans). L'attaquant de Strasbourg, actuel meilleur buteur de la Ligue 1 (16 buts), a été victime d'une rupture des ligaments croisés du genou droit, jeudi lors d'un entraînement avec la sélection argentine. La blessure est intervenue lors de la dernière séance avant le match amical contre la Mauritanie (dans la nuit de vendredi à samedi à 0h15). Le joueur a quitté le terrain en larmes avant d'aller passer des examens. Selon TyC Sports, le staff argentin espérait dans un premier temps que les dommages ne soient pas si sérieux mais le verdict, qui est tombé dans la nuit, a confirmé la gravité de la blessure, qui est la même que celle déjà connue par le joueur il y a deux ans (rupture du ligament croisé antérieur). L'attaquant, alors à Alavès (Espagne), avait manqué près de dix mois de compétition pour les mêmes raisons. Le diagnostic met ainsi fin au rêve de Panichelli de disputer la Coupe du monde avec l'Albiceleste l'été prochain. Recruté par Strasbourg l'été dernier contre 17 millions d'euros en provenance d'Alavès, Panichelli signe une très grosse première saison en Alsace avec 20 buts inscrits en 39 matchs toutes compétitions confondues. Cela lui a notamment ouvert les portes de la sélection avec une première cape contre l'Angola (2-0), le 14 novembre dernier lorsqu'il était entré en jeu pour les quatre dernières minutes de la rencontre. Lionel Scaloni l'avait de nouveau retenu vendredi dernier (il ne figurait pas dans la liste de base) pour les deux matchs amicaux de mars (contre la Mauritanie et la Zambie) pour ce dernier rassemblement avant le Mondial, qu'il pouvait rêver de disputer.

Mais cette vilaine blessure en a décidé autrement. Ce coup du sort est aussi une très mauvaise nouvelle pour Strasbourg, engagé dans une fin de saison très riche et excitante. Actuellement 8e de Ligue 1, le RCSA est encore dans la course à l'Europe en championnat. Mais il peut surtout espérer décrocher un titre (ou deux) puisqu'il est encore en lice dans deux autres compétitions. Strasbourg est ainsi qualifié en quarts de finale de la Conference League (double confrontation contre Mayence) mais aussi en demi-finale de Coupe de France (réception de Nice, le 22 avril).

FC BARCELONE

Bastoni sera-t-il engagé ?

Au FC Barcelone, le défenseur Alessandro Bastoni serait, selon certaines sources, en tête de liste des recrues souhaitées. Mais son club, l'Inter Milan, ne serait pas disposé à céder. Selon la Gazzetta dello Sport, les Milanais chercheraient à dissuader Barcelone en exigeant un transfert extrêmement élevé, compris entre 70 et 80 millions d'euros. Le Barça étant toujours confronté à de sérieuses difficultés financières,

l'Inter espère ainsi prendre le dessus dans la bataille pour le défenseur. Si les Catalans devaient néanmoins tenter leur chance et essayer de recruter le joueur de 26 ans, les Nerazzurri voudraient au moins toucher une somme conséquente à titre de compensation. Après tout, Bastoni est sous contrat avec l'Inter jusqu'à fin juin 2028. Au Barça, l'international italien est considéré comme le candidat favori pour renforcer une défense centrale en sous-

effectif et dont les performances ont parfois été irrégulières cette saison. Le directeur sportif de Barcelone, Deco, serait notamment un grand admirateur de Bastoni et se serait donc rendu à plusieurs reprises à Milan, selon certaines informations, afin de se faire une idée de la situation et de jeter les bases d'un transfert cet été. Les Catalans ne comptent que quatre défenseurs centraux dans leur effectif : Pau Cubarsi, Eric Garcia, Ronald Araujo et Andreas

Christensen, actuellement blessé et de toute façon peu utilisé. Avant le début de la saison, le club a laissé partir en Arabie saoudite Inigo Martinez, joueur expérimenté et titulaire, sans le remplacer. A la fin de l'année dernière, l'entraîneur Hansi Flick avait d'ailleurs déclaré plus ou moins clairement qu'il souhaitait renforcer ce poste. Cependant, il n'a obtenu qu'un seul nouveau joueur pour les ailes défensives, en la personne de Joao Cancelo, prêté par Al-

LES MOTS CROISÉS

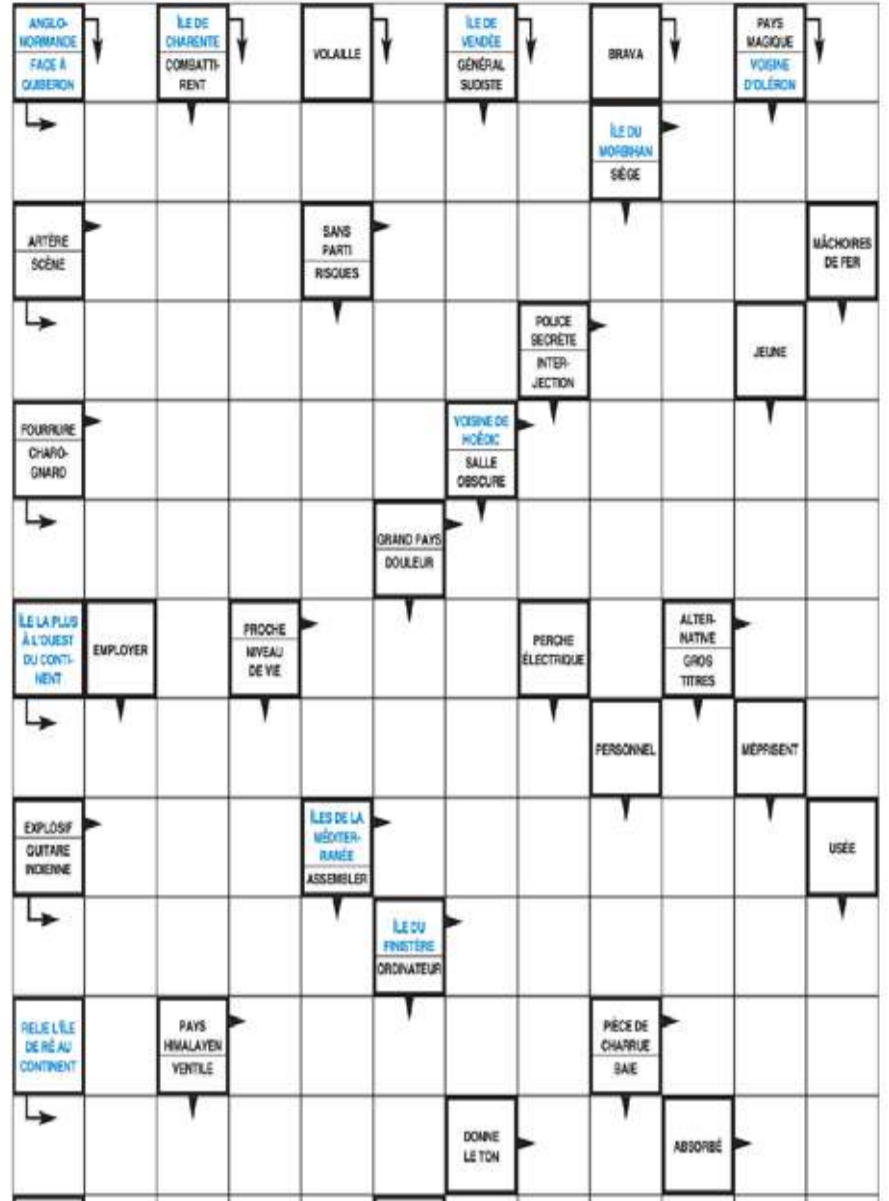
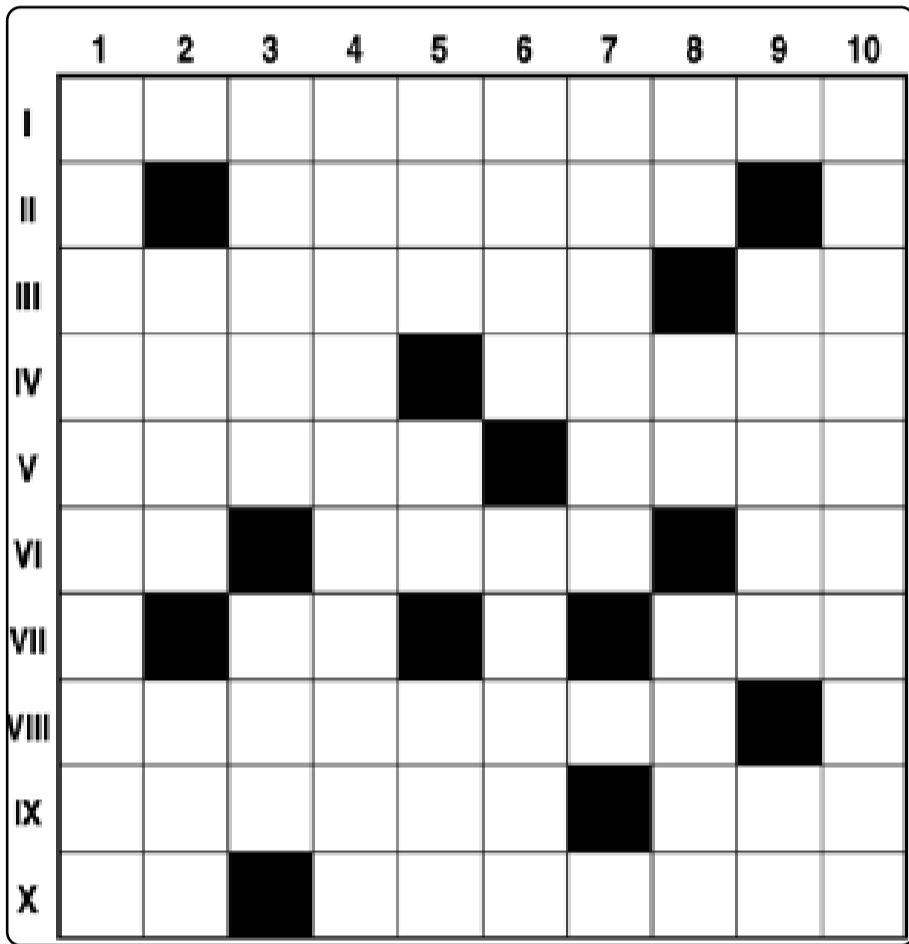
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de valoriser nos ordures ménagères. II. Elles prolifèrent sur les bords des mers pollués. III. Fîmes un choix. Mention sur le bulletin. IV. Jolie fleur. Allongea. V. Avec un bon environnement et une bonne alimentation, elle ne peut qu'être bonne. Place de marché. VI. Une direction sur la rose des vents. Un réacteur français en Provence, qui étudie la fusion nucléaire. 3ème personne. VII. Becquerel, en abrégé. Grande école. VIII. Biologiques. IX. Outil tranchant. Il a percé les mystères de Paris. X. Infinitif. Plaçons.

VERTICALEMENT

1. Phénomène économique, pas toujours compatible avec l'environnement. 2. Pirogue à balancier. Un bien collectif précieux, désormais protégé par la loi. 3. Début de journée. Diplôme. 4. Des matières qui mettent des siècles à se biodégrader. 5. Produits pas très bio. Conjonction. Musique du Maghreb. 6. Transpiration. Bouleverse. 7. Mettre à l'épreuve. 8. Bat le roi. L'Italie sur le web. Une société qui vend du pétrole, mais pour encore combien de temps ? 9. Une alternative durable à la voiture. Nombre premier. 10. Produits en masse par notre société de consommation, il faut s'efforcer de les réduire.



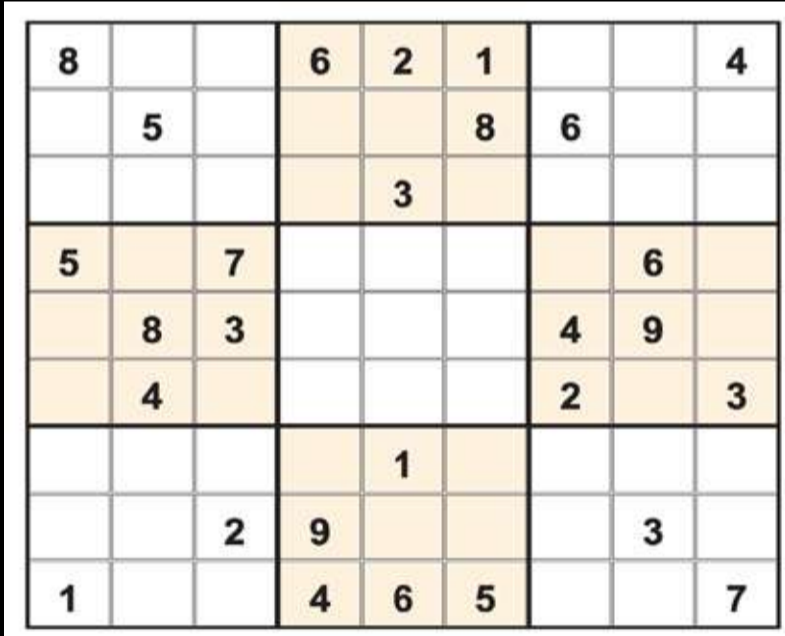
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : **Hermione Granger**

- | | | | |
|------------|-----------|------------|------------------|
| ALPES | ESTEREL | MANDELIEU | SAINTEMARGUERITE |
| ANGES | FESTIVAL | MARTINEZ | SAINTHONORAT |
| ANTIBES | GOLFEJUAN | MENTON | SIAGNE |
| BAIE | GRASSE | MERCANTOUR | TINEE |
| CAGNES | HIVER | MOUGINS | VALLAURIS |
| CANNES | ISOLA | NICE | VENT |
| CARLTON | LABOCCA | NUIT | VESUBIE |
| CHIC | LERINS | PLAGE | VILLAS |
| CLIMAT | MAJESTIC | PROVENCE | |
| CROISSETTE | MALMAISON | RIVIERA | |



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



Recherche amazighe

Un colloque sur Tassadit Yacine à Béjaïa

Au campus d'Aboudaou de Béjaïa, un colloque du CRLCA revient sur l'œuvre et le parcours de l'anthropologue, en privilégiant l'analyse critique à l'hommage symbolique.

NASSIM TERKI

À Béjaïa, la figure de Tassadit Yacine fait l'objet d'un colloque national consacré à son apport scientifique, son engagement et son enracinement culturel. Organisée par le Centre de recherche en langue et culture amazighes (CRLCA), cette rencontre, ouverte mardi au campus d'Aboudaou, vise à mettre en lumière la contribution de cette anthropologue à la langue et à la culture amazighes.

Au-delà de l'hommage, les organisateurs entendent inscrire cette initiative dans une démarche académique rigoureuse. Les travaux présentés reposent essentiellement sur des analyses critiques consacrées à différents aspects de son œuvre, portées par des universitaires qui se sont penchés sur son parcours et ses recherches. À l'origine de cette rencontre, une dynamique enclenchée dans le cadre des préparatifs du Festival national de la poésie amazighe, organisé par l'association « Adrar N Fad », qui rend habituellement hommage à Mouloud Mammeri ainsi qu'à une personnalité culturelle. Cette année, le choix s'est porté sur Tassadit Yacine. « Nous nous démarquons totalement des hommages folkloriques », a souligné le Dr Kamel Medjedoub, maître de recherche au CRLCA. Il précise : « Dans notre conception, l'hommage doit valoriser la production intellectuelle de cette personnalité ». Ainsi, à l'exception de quelques témoignages, les communications présentées relèvent d'une lecture critique de ses travaux. Le colloque permet également de revenir sur les liens intellectuels qu'elle a entretenus avec plusieurs figures majeures, notamment Mouloud Mammeri, Pierre Bourdieu, André Nouschi ou encore Mohammed Arkoun, qui ont influencé sa pensée et sa production scientifique. Dans cette perspective, les organisateurs ont également annoncé leur intention de publier un ouvrage collectif consacré à ses travaux, présenté comme une première du genre. Intervenant à l'ouverture, le directeur du CRLCA, le Pr Mustapha Tidjet, a mis en avant à la fois le parcours scientifique et les qualités humaines de l'anthropologue. Il a insisté sur son attachement à ses valeurs culturelles ainsi que sur son engagement auprès des étudiants, notamment maghrébins. « C'est une rencontre sur la femme, l'anthropologue », a-t-il indiqué, avant d'ajouter : « Nous avons évoqué les différents aspects de cette femme, sa générosité car elle accueille les étudiants maghrébins à bras ouverts, sans exception, en tenant à les aider, y compris matériellement. En général, quand un enseignant universitaire accepte de t'encadrer, c'est avec des conditions, alors que T. Yacine, qui enseignait à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en France, reste toujours accueillante. C'est une seconde mère ». Évoquant son parcours



académique, il souligne également la reconnaissance dont elle bénéficie dans le monde scientifique : « C'est une femme dont la rigueur scientifique lui est reconnue par tout le monde, elle qui a révolutionné le domaine de la recherche en anthropologie car c'est l'une des premières, avec Mammeri, à avoir remis en cause un ancien principe de la recherche en anthropologie qui stipulait que pour être un bon anthropologue, il fallait être externe au groupe étudié ». Une approche qu'elle a contribué à faire évoluer en défendant une implication plus directe du chercheur dans son terrain d'étude. « Un scientifique qui n'est pas issu du groupe étudié, disait-elle, n'a pas accès à beaucoup d'aspects de son objet d'étude. Il faut faire partie du groupe pour que les aspects intimes « secrets » lui soient divulgués ». Elle précisait toutefois : « La seule condition est qu'il faut objectiver sa subjectivité ». De son côté, le Pr Djamil Aïssani a proposé une synthèse de ses travaux, en lien avec l'anthropologie et le patrimoine immatériel de la Petite Kabylie. Ses recherches portent notamment sur les manuscrits, le tassawuf et la contribution de certains oulémas. L'ensemble de son œuvre est aujourd'hui

considéré comme une référence dans le domaine de la recherche scientifique. Elle apporte des éléments de compréhension essentiels sur la société kabyle, ses représentations, ses structures et son imaginaire. Elle permet également d'éclairer la pensée et les parcours de figures telles que Jean Amrouche, Taos Amrouche, Lounis Aït Menguellet, Cherif Kheddoum, Lbachir Amellah, Mouloud Feraoun ou encore Nouara Parmi ses principales publications figurent « Poésie berbère et identité », « Lizli ou l'amour chanté en Kabyle », « Aït Menguellet chante... », « Amour, fantasmes et sociétés en Afrique du Nord et au Sahara », « Les voleurs de feu », « Cherif Kheddoum ou l'amour de l'art », « Piège ou le combat d'une femme algérienne » ou encore « Chacal ou la ruse des dominés ». Structuré en plusieurs sessions, le colloque a consacré sa première journée à la « Méthodologie anthropologique : déconstruction, spécificités et proximités », ainsi qu'à la « Transposition et expérience de recherche ». La seconde journée est dédiée à la « Poésie chantée et symboliques féminines », avec des conférences suivies de débats.

Alger et Niamey renforcent leur coopération culturelle

Dans une démarche inédite visant à réaffirmer la place de la culture comme vecteur de rapprochement régional, le Premier ministre Sifi Ghrieb s'est rendu hier en République du Niger, accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau. La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, faisait partie de la mission, soulignant la volonté de l'Algérie de transformer la coopération culturelle en un levier concret pour le développement et le dialogue entre peuples sahéliens. Les discussions ont porté sur plusieurs axes prioritaires. La protection du patrimoine a été au centre des échanges, il s'agit de partager l'expertise technique en restauration de monuments historiques et de dé-

velopper des programmes communs pour la sauvegarde du patrimoine immatériel. L'objectif est de créer un réseau de collaboration qui dépasse la simple formalité diplomatique et permette un suivi opérationnel des projets sur le terrain. La visite a abouti à la signature d'un accord-cadre de coopération culturelle entre les ministres des deux pays. Cet accord prévoit l'organisation de semaines culturelles croisées, permettant aux populations algériennes et nigériennes de découvrir la richesse artistique et patrimoniale de chacun. Dans le domaine de la protection des biens culturels, l'accord vise à renforcer la coordination entre forces sécuritaires et experts techniques pour lutter contre le trafic illicite. Le volet création artistique et

industries culturelles n'a pas été oublié. Coproductions cinématographiques et littéraires, participation des créateurs aux festivals et salons internationaux, et la mise en place d'un festival commun dédié à l'Imzad figurent parmi les initiatives programmées. Il s'agit, selon les autorités, d'installer une dynamique durable qui combine protection du patrimoine, développement économique et promotion de la création. L'accord traduit une volonté politique forte des deux pays. Alger et Niamey entendent faire de la culture un instrument concret de dialogue et de développement partagé, en s'appuyant sur des racines historiques communes tout en répondant aux enjeux contemporains.

Holm 4 à Tipasa

Le théâtre au service des enfants

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a été, hier, le cadre d'une conférence de presse marquant le lancement de la quatrième édition du projet de développement théâtral Holm (Rêve). Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à encourager la pratique théâtrale chez les enfants tout en intégrant une réflexion sur des questions sociales et psychologiques. Cette édition se déroulera dans la wilaya de Tipasa sur une période de plus de trois mois, allant de la fin mars au début juillet. Les activités seront réparties entre le centre-ville de Tipasa, Bou Ismail et Koléa. Le programme prévoit, en clôture, un festival programmé du 5 au 8 juillet, consacré à la restitution des travaux réalisés par les jeunes participants. Au cours de la rencontre, le fondateur et chef de projet, Mokhtar Houcine, est revenu sur les précédentes éditions à travers la projection d'une vidéo récapitulative. Il a également indiqué que cette nouvelle édition est organisée sous l'égide de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et sous la supervision du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia. L'ambition du projet reste, à terme, son extension à l'ensemble des wilayas. Depuis son lancement dans la wilaya de Mascara, Holm repose sur une articulation entre ateliers de création et actions à caractère citoyen. Nettoyage d'espaces publics, écriture de textes et mise en scène de spectacles destinés aux enfants figurent parmi les activités mises en place, avec l'appui d'étudiants en master de psychologie éducative de l'université de Mascara.

Au-delà de l'apprentissage artistique, l'objectif est d'accompagner les enfants dans la gestion de certaines difficultés personnelles, notamment les complexes ou les traumatismes, en s'appuyant sur le théâtre comme outil d'expression et de dépassement. Les éditions suivantes, organisées dans la wilaya de Béchar, ont permis de confirmer l'impact de cette approche. Les familles ont été associées au projet, tandis que des artistes, parmi lesquels Chawki Bouzid, Abdelkader Djeriou, Malika Belbey et Mohamed Frimehdi, ont contribué bénévolement à son encadrement. Cette dynamique a ouvert à certains enfants des perspectives de participation à un feuilleton télévisé ou au festival national du one man show à Sétif.

En 2025, le film algérien « El Mokh », consacré aux trois premières éditions, a obtenu le prix Amar El Askri du meilleur documentaire. Depuis sa création, le projet a impliqué 600 enfants et 50 encadreurs bénévoles, avec des représentations organisées dans 27 prisons et 8 foyers pour personnes âgées.

Pour cette édition organisée à Tipasa, les initiateurs du projet introduisent une dimension écologique. Mokhtar Houcine a souligné l'implication des clubs d'environnement des établissements scolaires, avec pour objectif de sensibiliser les enfants aux enjeux liés à la protection de l'environnement.

Le programme comprend plusieurs ateliers, portant notamment sur le développement durable, l'écriture dramaturgique pour enfants, l'éveil artistique, l'improvisation, le recyclage, la scénographie, la sémiologie de l'apprentissage ainsi que la direction du comédien enfant.

À l'issue de la présentation, les échanges ont mis en évidence les défis liés à la mise en œuvre et à la continuité du projet. Les participants ont insisté sur la nécessité d'un engagement plus large pour garantir la pérennité de cette initiative.

Rédaction culturelle

Trait d'esprit

“Tous les événements sont produits les uns par les autres, je l'avoue ; si le passé a accouché le présent, le présent accouche le futur.”

Voltaire

Consacrée au secteur des mines et de l'acier LE CHEF DE L'ÉTAT PRÉSIDE UNE IMPORTANTE RÉUNION

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une réunion de travail dédiée au secteur des mines et de l'acier.

Ali Badaoui en visite en Slovénie pour renforcer la coopération sécuritaire

Le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a effectué les 25 et 26 mars une visite de travail en Slovénie, à la tête d'une délégation de hauts cadres de la police nationale. Sur place, il a rencontré son homologue slovène, Damjan Petrič, directeur général de la police slovène. Les deux responsables ont évoqué le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans la lutte contre la criminalité organisée, la cybercriminalité, l'utilisation de l'intelligence artificielle et les sciences forensiques. Ces échanges se sont déroulés en présence de l'ambassadrice d'Algérie en Slovénie, Sabrina Baya. La délégation a également visité plusieurs structures spécialisées

de la police slovène, notamment le centre de migration et le laboratoire national de sciences forensiques, où elle a pu s'informer sur les technologies et méthodes d'investigation criminelle utilisées en Slovénie. Dans le domaine cynotechnique, les visiteurs ont découvert les techniques modernes de dressage et de préparation des chiens policiers, suivies d'exercices de simulation illustrant leur rôle dans la détection de drogues et de substances illicites. Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan d'action 2026-2027 destiné à consolider la coopération entre les deux pays en matière d'application de la loi. Elle fait suite au protocole d'accord signé le 13 mai 2025 en Slovénie.

La sélection nationale de boxe en stage commun à Bakou



La sélection nationale algérienne de boxe (seniors hommes et dames) se trouve depuis jeudi à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, pour un stage de préparation commun avec l'équipe azerbaïdjanaise, prévu du 26 mars au 1er avril, a indiqué la Fédération algérienne de boxe. Ce regroupement sera suivi par la participation à un tournoi international qui se déroulera dans la même ville du 2 au 8 avril 2026. La délégation nationale engagée dans ce stage est composée de 8 boxeurs et 4 boxeuses, dans le cadre d'un programme de préparation visant à améliorer la condition technique et physique

en prévision des prochaines échéances internationales. La délégation est dirigée par M. Kattou Mohamed, membre du bureau fédéral, accompagné de l'arbitre international Ben Aïcha Rachid. L'équipe masculine est encadrée par l'entraîneur Harima Khaled, assisté de Aarab Hamza, tandis que l'équipe féminine est dirigée par Waddahi Mohamed Amine, assisté de Benyettou Imad. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de la Fédération visant à intensifier les confrontations internationales et à offrir les meilleures conditions de préparation aux athlètes nationaux.

L'arrestation d'Omar Assaf par l'Autorité palestinienne dénoncée

L'Autorité nationale pour le travail populaire palestinien a vivement condamné l'arrestation du militant Omar Assaf par les services de sécurité de l'Autorité palestinienne, dénonçant une tentative de répression et une violation des droits constitutionnels. Elle critique la prolongation de sa détention et accuse cette démarche de dépasser les valeurs nationales, tout en appelant à la fin des

poursuites contre les activistes politiques. Arrêté à Ramallah pour ses positions critiques et son engagement en faveur des droits, Assaf avait signé une déclaration contre l'agression américano-israélienne à l'encontre de l'Iran, ce qui aurait motivé son arrestation. L'organisation appelle à l'unité pour lutter contre ce qu'elle qualifie de politique de « bâillonnement » des citoyens.

Départ des premiers hadjis pour la saison 2026 Trois vols programmés du 11 au 13 mai

Le premier vol des hadjis à destination des Lieux Saints de l'Islam en Arabie saoudite, au titre de la saison 2026, est prévu pour le 11 mai prochain à partir de l'aéroport Moufidi Zakaria de Ghardaia, a indiqué jeudi la direction locale des affaires religieuses et des wakfs. Au total, trois vols ont été programmés du 11 au 13 mai pour transporter 1 122 hadjis issus des wilayas de Ghardaia et El-Meniaa vers les Lieux Saints. Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer le bon déroulement de l'opération, en tirant parti de l'expérience

acquise l'an dernier. Des points de regroupement ont été désignés au niveau de certaines mosquées pour accueillir les pèlerins, avant leur acheminement gratuit par bus vers l'aéroport. Par ailleurs, la direction prévoit à partir du 28 mars courant une série de sessions de formation sur les questions religieuses et jurisprudentielles, encadrées par des imams et des mourchidates. Une rencontre de sensibilisation et d'orientation destinée aux pèlerins figure également au programme, afin de répondre à leurs préoccupations.

JOURNAL
L'EXPRESS

Nouveau
numéro de
téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

CHAMPIONNAT NATIONAL DE LECTURE

Mohammed Dib inspire la nouvelle génération

La jeunesse algérienne célébrera Mohammed Dib à travers le «Championnat national de lecture» 2026, une initiative de l'AARC visant à promouvoir la lecture, valoriser la littérature de résistance et transmettre les idées libératrices de l'un des plus grands écrivains du pays.

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a annoncé le lancement du «Championnat national de lecture», destiné à la jeunesse et consacré en 2026 aux œuvres de l'un des pionniers de la littérature de résistance en Algérie, le romancier Mohammed Dib, selon un communiqué de l'agence. Coïncidant avec la commémoration de la fête de la Victoire, célébrée le 19 mars chaque année, ce championnat, placé sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, s'inscrit dans une démarche visant à ancrer la pratique de la lecture auprès des jeunes Algériens. Il rend hommage cette année à Mohammed Dib, à travers l'encouragement à la lecture de ses œuvres et l'imprégnation de ses idées libératrices, précise le communiqué. Le concours littéraire s'adresse, selon le règlement, à tous les Algériens âgés de 18 à 35 ans souhaitant y participer. Il consiste en la lecture et le résumé, en langue arabe ou française, d'un ensemble d'ouvrages de Mohammed Dib, dont les titres seront annoncés progressivement. La première phase de sélection se fera après la lecture et le résumé de La Grande Maison, premier ouvrage proposé. Les candidats qualifiés découvriront ensuite les titres des autres livres qu'ils devront lire et résumer. L'AARC invite les participants à envoyer leurs résumés de La Grande Maison avant le 13 avril prochain à l'adresse dib.



lecture@gmail.com, en joignant également un document séparé comportant leurs informations personnelles, une copie de la carte d'identité nationale, ainsi que le règlement du concours dûment signé et légalisé. Les résumés seront évalués par un jury composé d'enseignants et de spécialistes expérimentés, qui annonceront des résultats définitifs et sans appel. Les candidats retenus pour la phase finale seront conviés à un séjour de lec-

ture à la «Villa Dar Abdellatif» à Alger, en vue de se préparer à la dernière épreuve écrite et orale devant le jury. À l'issue du championnat, une journée d'étude sera organisée, consacrée au parcours singulier et à l'œuvre colossale de Mohammed Dib (1920-2003). Les lauréats recevront des encouragements financiers : 200 000 DA pour le premier prix, 150 000 DA pour le deuxième et 100 000 DA pour le troisième, conclut le communiqué. ■

Les taxis vont enfin pouvoir changer leurs pneus plus facilement



La Fédération nationale des transporteurs de taxis a annoncé, ce vendredi, le lancement officiel d'une vaste opération d'approvisionnement en pneus destinée aux chauffeurs

de taxis et aux professionnels du transport routier. Cette initiative concrétise l'accord conclu entre Naftal et le Syndicat national des travailleurs des transports terrestres

(SNTT-UGTA). L'opération sera menée à travers l'ensemble des points de distribution agréés par Naftal sur tout le territoire national. Son objectif est de permettre aux transporteurs d'acquiescer plus facilement des pneus de qualité, essentiels au bon fonctionnement et à la sécurité de leurs véhicules.

Au-delà du confort de travail des chauffeurs, cette opération vise à renforcer la sécurité routière. En facilitant l'accès à des pneus conformes aux normes, elle devrait contribuer à réduire les risques d'accidents liés à l'usure des pneumatiques et améliorer la sécurité de tous les usagers de la route. Cette annonce arrive à point nommé pour des milliers de taxis et de transporteurs qui attendaient depuis longtemps une telle facilité d'approvisionnement. ■